



Assemblée générale

Distr. générale
26 février 2016
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente et unième session

Point 9 de l'ordre du jour

**Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie
et l'intolérance qui y est associée : suivi et application
de la Déclaration et du Programme d'action de Durban**

Rapport du Comité spécial chargé d'élaborer des normes complémentaires sur sa septième session* **

Président-Rapporteur : Abdul Samad Minty (Afrique du Sud)

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la décision 3/103 et des résolutions 6/21 et 10/30 du Conseil des droits de l'homme. Il s'agit d'un résumé des travaux du Comité spécial chargé d'élaborer des normes complémentaires à sa septième session et des débats de fond qui se sont tenus à cette même session, notamment suite à l'examen par le Comité du questionnaire et des réponses reçues à ce questionnaire en application de la résolution 21/30 du Conseil.

* Le présent rapport a été présenté après la date limite afin que des renseignements sur les faits les plus récents puissent y figurer.

** Les annexes au présent rapport sont distribuées telles que reçues, dans la langue originale seulement.

GE.16-03063 (F) 070416 080416



* 1 6 0 3 0 6 3 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Organisation de la session	3
A. Participants	3
B. Ouverture de la session	3
C. Élection du Président-Rapporteur	3
D. Adoption de l'ordre du jour	4
E. Organisation des travaux	4
III. Débat général et débats thématiques	7
A. Évaluation de l'utilisation du mécanisme de plainte prévu à l'article 14 de la Convention .	7
B. Problèmes, enjeux et meilleures pratiques se rapportant à la présentation de rapports au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	7
C. Exposé et débat sur le but des recommandations générales du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	8
D. Examen comparatif des procédures pertinentes utilisées par d'autres organes conventionnels	8
E. Lacunes liées à la procédure s'agissant de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	8
F. Le racisme dans le sport.....	8
G. Table ronde visant à fournir une approche comparative des mécanismes nationaux, régionaux et sous-régionaux	9
H. Débat général et échange de vues, 12 ^e séance	9
I. Questionnaire élaboré en application du paragraphe 4 de la résolution 21/30 du Conseil des droits de l'homme.....	11
J. Débat général et échange de vues, 14 ^e séance	14
K. Débat général et échange de vues, 15 ^e séance	18
IV. Adoption du rapport	20
Annexes	
I. Summaries of the expert presentations and initial discussions on the agenda topics	23
II. Programme of work.....	52
III. List of attendance	54

I. Introduction

1. Le Comité spécial chargé d'élaborer des normes complémentaires soumet le présent rapport en application de la décision 3/103 et des résolutions 6/21 et 10/30 du Conseil des droits de l'homme.

II. Organisation de la session

2. La septième session du Comité spécial a eu lieu du 13 au 24 juillet 2015. Le Comité a tenu 16 séances.

A. Participants

3. Ont participé à la session des représentants d'États Membres, d'États non Membres représentés par des observateurs, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales (ONG) dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

B. Ouverture de la session

4. La 1^{re} séance de la septième session du Comité spécial a été ouverte par son secrétaire. Le chef de la Section de la lutte contre la discrimination raciale du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a prononcé une allocution liminaire, dans laquelle il a fait observer que la discrimination raciale était bien trop présente dans les sociétés contemporaines partout dans le monde et qu'elle revêtait de multiples formes. Dans ces conditions, le Comité spécial n'avait pas seulement pour mission d'adopter de nouvelles normes mais aussi, à terme, de réfléchir aux moyens de renforcer la protection de tous contre les fléaux que sont le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, dans la droite ligne de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Il a rappelé les observations liminaires faites par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme à la session précédente, selon lesquelles le Comité devait indiquer comment la communauté internationale pouvait garantir davantage de dignité, d'égalité et d'équité aux millions de victimes du racisme et de la discrimination raciale.

C. Élection du Président-Rapporteur

5. À la 1^{re} séance, M. Abdul Samad Minty, Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a été élu Président-Rapporteur du Comité spécial, par acclamation.

6. Le Président-Rapporteur a remercié le Comité spécial de l'avoir réélu, en précisant qu'il travaillerait collectivement avec tous les partenaires et membres du Comité spécial. Au paragraphe 199 du Programme d'action de Durban, la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, avait recommandé à la Commission des droits de l'homme d'élaborer des normes internationales destinées à renforcer et actualiser la législation internationale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, sous toutes leurs formes. Le Comité spécial poursuivrait ses débats en suivant l'approche progressive adoptée aux précédentes sessions. À cet égard, il jugeait utile d'envisager la possibilité de mettre en place un cadre réglementaire international concernant la xénophobie car des

mesures plus énergiques s'imposaient pour contrer les manifestations plus agressives de ce phénomène. Il a fait observer en particulier que, dans de nombreux pays, des actes flagrants de racisme et de xénophobie continuaient d'être commis dans et autour des stades de football parce que l'on n'avait pas suffisamment agi pour y mettre fin.

D. Adoption de l'ordre du jour

7. À sa 1^{re} séance, le Comité spécial a adopté l'ordre du jour de la septième session (A/HRC/AC.1/7/1).

E. Organisation des travaux

8. Le Président-Rapporteur a présenté le projet de programme de travail (voir annexe III), qui a été adopté à la 1^{re} séance.

9. Le Président-Rapporteur a invité les délégations et les participants à faire des déclarations d'ordre général.

10. L'Ambassadeur du Brésil a souligné l'importance de la mise en œuvre intégrale et effective de la Déclaration et du Programme d'action du Durban ainsi que du document final adopté par la Conférence d'examen de Durban, en soulignant le rôle central des mécanismes de suivi à cet égard. Il a noté avec satisfaction que le Comité spécial poursuivrait à cette session l'examen des lacunes liées à la procédure en ce qui concerne la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et s'est félicité de la discussion prévue avec les membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur des questions telles que les réserves, l'élaboration des rapports et les recommandations générales. Le Brésil attendait avec intérêt de connaître le point de vue du Comité sur les principaux aspects des lacunes liées à la procédure et les meilleurs moyens d'y remédier. Il a aussi relevé avec satisfaction que la question du racisme et du sport avait été inscrite au programme de travail du Comité spécial et a accueilli favorablement les conclusions que ce dernier avait formulées à ce sujet dans son rapport sur sa sixième session. Le Brésil a souligné qu'il appuyait la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, lancée le 1^{er} janvier 2015 sur le thème « Personnes d'ascendance africaine : reconnaissance, justice et développement », et la mise en œuvre de son programme d'activités.

11. Le représentant de l'Algérie, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, a dit que le racisme, la xénophobie, l'intolérance et l'islamophobie, autrefois cachés, étaient désormais explicites, s'étaient généralisés et se manifestaient clairement et librement dans les discours politiques, dans les médias et sur Internet. La montée du racisme et de la xénophobie avait des répercussions sur les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile, qui étaient les catégories les plus exposées à ces phénomènes, et portait atteinte à leurs droits, ce qui nécessitait une approche axée sur les victimes. Ses six précédentes sessions n'avaient pas permis au Comité spécial de s'acquitter de sa mission, à savoir l'élaboration de normes internationales complémentaires. Les discussions avaient fait apparaître de graves lacunes dans les instruments existants, tant sur des questions de procédure que de fond. En l'absence de normes supplémentaires, les mesures adoptées par les États risquaient de manquer de cohérence et d'être incompatibles avec les normes et les règles internationales relatives aux droits de l'homme. Le Groupe des États d'Afrique demeurait convaincu qu'il fallait permettre au Comité spécial de s'acquitter de sa mission, étant entendu que la notion de lacunes, s'agissant des instruments internationaux, ne devait pas être interprétée de manière absolue. Il fallait se pencher sur les lacunes dans les normes existantes afin de couvrir les formes et manifestations contemporaines du racisme et de protéger les victimes. Le Groupe espérait que le Comité spécial permettrait aux parties

prenantes intéressées de mettre l'accent sur la situation des victimes de plus en plus nombreuses du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance, dont le sort devait tous nous préoccuper.

12. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a réaffirmé la volonté de son pays d'apporter son soutien et sa collaboration au Comité spécial, dans l'exercice de son important mandat. Le Venezuela était déterminé à mettre tout en œuvre pour lutter contre le racisme, la discrimination et l'intolérance qui y est associée et, en cette huitième année d'existence du Comité spécial, réaffirmait la nécessité d'élaborer des normes complémentaires pour renforcer et actualiser le cadre juridique international afin de tenir compte des nouvelles formes que revêtaient désormais la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée et de protéger les victimes. La délégation vénézuélienne a regretté que certains pays n'aient pas soutenu le mandat important du Comité spécial au fil des années et a de nouveau appelé les États Membres à mettre en œuvre de manière effective la Déclaration et le Programme d'action de Durban. Elle s'est félicitée de la précieuse collaboration engagée avec les membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en vue de recenser les lacunes et d'examiner d'autres questions pertinentes au titre de la Convention.

13. La représentante de l'Afrique du Sud s'est associée à la déclaration faite par l'Algérie au nom du Groupe des États d'Afrique. Le dialogue qu'il avait eu depuis sa création avait donné pleinement l'occasion au Comité spécial d'examiner les lacunes que présentait la Convention sur des questions de fond et de procédure et qui devaient être comblées par l'adoption d'un ou de plusieurs nouveaux instruments. Elle a rappelé les divers aspects thématiques essentiels que le Groupe des États d'Afrique et l'Afrique du Sud avaient recensés au fil des ans en tant que formes contemporaines de racisme, notamment la xénophobie, l'islamophobie, l'antisémitisme, la propagation d'idées racistes et les attaques xénophobes sur Internet (cybercriminalité), le profilage racial et l'incitation à la haine raciale, ethnique et religieuse. Les victimes de profilage dans ces domaines avaient besoin d'une meilleure protection, de voies de recours optimales et d'un refus total de l'impunité pour les auteurs de ces actes de racisme. Elles n'attendaient pas du Comité spécial qu'il organise des débats théoriques sur la nécessité ou non d'adopter des normes complémentaires. Pour la représentante de l'Afrique du Sud, des débats de ce genre étaient stériles et inutiles. La seule chose qui importait était l'application du paragraphe 199 du Programme d'action de Durban, dans lequel la Conférence mondiale avait chargé la Commission, en 2001, d'élaborer des normes complémentaires. L'Afrique du Sud demeurait convaincue que tout refus d'action en la matière témoignait en fait d'une volonté de renégocier le document final de la Conférence. Le Comité spécial ne pouvait pas se soustraire à sa responsabilité de protéger les victimes du racisme et de la discrimination raciale, car cela équivalait à se désintéresser du sort des victimes de ces fléaux. La représentante de l'Afrique du Sud a réaffirmé que l'heure était venue de cesser les grands discours sur la lutte contre le racisme et d'adopter des mesures concrètes pour éradiquer ces fléaux, et exprimé l'espoir que des débats constructifs et fructueux permettraient au Comité spécial de résoudre cette question d'une importance capitale.

14. La représentante de l'Union européenne a déclaré que toutes les manifestations de racisme et de xénophobie étaient incompatibles avec les valeurs fondamentales de l'Union européenne, qui sont le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, la primauté du droit et le respect des droits de l'homme. Elle a redit sa détermination à combattre ces phénomènes, tant au sein de l'Union européenne qu'à l'échelle de la planète. Elle a rappelé que l'on célébrait cette année le cinquantième anniversaire de l'adoption de la Convention, à laquelle tous les États Membres de l'Union étaient parties, et qui constituait le fondement de la lutte menée à l'échelle mondiale contre la discrimination raciale. Elle a réaffirmé que l'Union européenne était entièrement acquise aux objectifs et aux engagements pris par les États à la Conférence mondiale contre le racisme et résolue à

collaborer avec le Groupe de travail d'experts sur les peuples d'ascendance africaine, le Comité spécial et le Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Elle se demandait toutefois si le fait de consacrer six semaines par an à des réunions de travail était la façon la plus efficace de dépenser les ressources allouées à la lutte contre le racisme. S'agissant de la présente session du Comité spécial, elle a noté que les cinq consultations officielles tenues avec des coordonnateurs régionaux et politiques entre les sixième et septième sessions n'avaient pas recueilli une large participation. L'Union européenne espérait que le Comité spécial resterait saisi des questions définies dans le programme de travail et que toutes les parties prenantes intéressées se livreraient à des débats constructifs. À cette fin, l'Union européenne était désireuse de participer à l'échange de données d'expérience dans ce domaine et attendait avec intérêt les contributions d'experts venus de toutes les régions du monde.

15. L'Ambassadeur de l'Éthiopie a dit que son pays s'associait à la déclaration faite par l'Algérie au nom du Groupe des États d'Afrique. Il partageait l'idée selon laquelle, si le Comité spécial avait déjà réussi à sélectionner les questions essentielles à traiter, il lui restait encore beaucoup à faire pour s'acquitter pleinement et rapidement de son mandat. Il a rappelé les termes du mandat du Comité spécial, tels qu'ils avaient été formulés par le Conseil dans sa résolution 6/21. Certes, le Comité spécial n'en était pas encore au stade souhaité de l'élaboration des normes complémentaires attendues, en raison de divergences de vues, mais il était parvenu, à sa sixième session, à définir les principaux thèmes qui restaient à examiner, notamment, à la présente session. Au cours de ses délibérations, le Comité spécial serait mieux à même de rapprocher les points de vue, notamment sur des points thématiques essentiels tels que les différentes formes et mesures du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. L'Éthiopie s'est redite disposée à collaborer de manière constructive avec toutes les autres délégations, qui avaient aussi à cœur de faire progresser l'œuvre collective cruciale que constituait l'élaboration des normes complémentaires nécessaires pour assurer la pleine et effective mise en œuvre de la Convention.

16. Le représentant des États-Unis d'Amérique a souligné la détermination de son gouvernement à lutter contre le racisme et la discrimination raciale, thème général de la présente session. Il s'est fait l'écho des déclarations précédentes, évoquant le cinquantième anniversaire de la Convention et la Décennie internationale des peuples d'ascendance africaine. Il a affirmé que les événements récemment intervenus aux États-Unis avaient démontré la pertinence et l'opportunité des travaux du Comité spécial sur cette question importante. Son pays avait déjà affirmé depuis longtemps qu'il ne voyait pas l'utilité d'adopter de nouveaux instruments internationaux juridiquement contraignants dans ce domaine. Il pensait néanmoins que le Comité spécial avait aussi pour mandat d'encourager des initiatives comme des plans d'action adoptés par consensus. Les États-Unis espéraient que la sixième session du Comité spécial serait l'occasion de mettre en place un dialogue et un échange de vues constructifs et de venir à bout des désaccords sur certains points. Le représentant a suggéré que le Conseil des droits de l'homme examine la question de la durée des sessions du Comité spécial, faisant observer que celui-ci n'avait, semble-t-il, pas besoin de neuf jours.

17. L'Ambassadeur du Pakistan, parlant au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), a rappelé le mandat du Comité spécial, qui avait été réaffirmé en 2007 dans la résolution 6/21, à savoir : élaborer, à titre prioritaire et pour répondre à une nécessité, des normes complémentaires qui, sous la forme soit d'une convention, soit d'un ou de plusieurs protocoles additionnels à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, combleront les lacunes actuelles de la Convention et proposeront également de nouveaux textes normatifs visant à combattre toutes les formes de racisme contemporain, notamment l'incitation à la haine raciale et

religieuse. Lors des six sessions précédentes, le Comité spécial avait tenu des délibérations sur plusieurs domaines thématiques. L'Ambassadeur a pris note des questions thématiques retenues pour la présente session, en particulier le point intitulé : Exposé et débat sur le but des recommandations générales du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et sur le processus menant à leur publication dans le contexte de la mise en œuvre effective de la Convention, et lacunes éventuelles.

18. L'Ambassadeur du Pakistan a noté avec préoccupation que le Comité spécial n'avait pas réussi à mener à bien sa mission essentielle, à savoir l'élaboration de normes complémentaires sous la forme d'un protocole additionnel à la Convention. À la lumière des délibérations approfondies des six dernières sessions, l'OCI avait acquis la conviction que l'élaboration d'un protocole supplémentaire était la seule manière de remédier aux lacunes de procédure et de fond existant dans la Convention. En l'absence d'un instrument de cette nature, les mesures adoptées par les États ne pouvaient être universelles, uniformes, objectives, cohérentes ni compatibles avec les normes internationales des droits de l'homme. L'OCI était d'avis que la présente session du Comité d'experts devait viser essentiellement à sélectionner les éléments sur lesquels devrait porter le nouveau protocole, à savoir, notamment : l'établissement d'une procédure d'enquête semblable aux procédures prévues par d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme ; le renforcement des mécanismes nationaux ; l'incrimination des discours de haine et des incitations à la haine susceptibles de provoquer la violence de manière imminente et la criminalisation des actes xénophobes ; la mise en place de recours utiles, en particulier de mesures d'indemnisation/de réparation pour les victimes ; et la lutte contre le profilage et la discrimination fondés sur la race et la religion. En conclusion, il a demandé au Président-Rapporteur d'établir, sur la base des délibérations de la septième session du Comité spécial, un avant-projet de protocole additionnel, entre la présente session et la prochaine, et de le soumettre aux États Membres pour examen, avant sa huitième session.

III. Débat général et débats thématiques

A. Évaluation de l'utilisation du mécanisme de plainte prévu à l'article 14 de la Convention

19. À la 2^e séance, le 13 juillet, Marc Bossuyt, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, a présenté un exposé sur l'évaluation de l'utilisation du mécanisme de plainte prévu à l'article 14 de la Convention. On trouvera, à l'annexe I du présent rapport, un résumé de cet exposé et de la discussion qui a suivi entre les participants à la réunion.

B. Problèmes, enjeux et meilleures pratiques se rapportant à la présentation de rapports au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

20. À la 3^e séance, le 14 juillet, le Président-Rapporteur a rappelé que, dans son rapport sur sa sixième session¹, le Comité spécial avait décidé d'examiner, à sa septième session, les problèmes, les enjeux et les meilleures pratiques se rapportant à la présentation de rapports au titre de la Convention. Ainsi qu'en étaient convenus les coordonnateurs des groupes régionaux, tous les États ont été invités à communiquer au Comité spécial des

¹ Voir A/HRC/28/81, par. 97 a).

renseignements sur leurs expériences respectives dans ce domaine durant la septième session. Des exposés ont été présentés par les représentants de l'Afrique du Sud, de la Belgique, de l'Équateur (dont le représentant s'est exprimé d'abord au nom de son pays puis au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC)), des États-Unis d'Amérique, du Guatemala, du Mexique, de la Norvège et du Pakistan. Un résumé de ces contributions et des débats qui ont suivi est présenté à l'annexe I du présent rapport.

C. Exposé et débat sur le but des recommandations générales du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

21. À la 4^e séance, le 14 juillet, Anastasia Crickley, Vice-Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, a fait un exposé sur le but des recommandations générales adoptées par le Comité et sur le processus menant à leur publication, dans le contexte de la mise en œuvre effective de la Convention. Un résumé de cet exposé et du débat qui a suivi est présenté à l'annexe I du présent rapport.

D. Examen comparatif des procédures pertinentes utilisées par d'autres organes conventionnels

22. À la 5^e séance, le 15 juillet, Simon Walker, chef de la Section des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme, a présenté un examen comparatif des procédures pertinentes utilisées par les différents organes conventionnels. On trouvera un résumé de son exposé dans l'annexe I au présent rapport.

E. Lacunes liées à la procédure s'agissant de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

23. À sa 7^e séance, le 16 juillet, le Comité spécial a examiné le thème de la « Présentation des vues du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur des aspects essentiels des lacunes liées à la procédure et les meilleurs moyens d'y remédier (suivi de l'étude de 2007 et des différents exposés présentés et propositions adressées au Comité spécial conformément à son mandat) » (voir A/HRC/28/81, par. 97 b) i)). Un résumé des débats consacrés à ce thème est présenté à l'annexe I au présent rapport.

F. Le racisme dans le sport

24. À sa 9^e séance, le 20 juillet, le Comité spécial a examiné le thème du racisme dans le sport. Todd Crosset, professeur à l'Université du Massachusetts, Delia Douglas, professeur à l'Université de Colombie-Britannique, et Benjamin Cohen, chef du Service de la gouvernance et des affaires juridiques à la Fédération internationale de basketball, ont présenté des exposés. Le débat s'est poursuivi plus tard dans la journée, à la 10^e séance, au cours de laquelle Gerd Dembowski, chef du Service de la diversité et de la lutte contre la discrimination du Département de la viabilité à la Fédération internationale de football association (FIFA), Daniela Wurbs de l'organisation Football Supporters Europe et Des Tomlinson de la Football Association d'Irlande ont présenté des exposés. Un résumé des exposés et des débats consacrés à ce thème est présenté à l'annexe I au présent rapport.

G. Table ronde visant à fournir une approche comparative des mécanismes nationaux, régionaux et sous-régionaux

25. À la 11^e séance, le 21 juillet, une table ronde visant à fournir une approche comparative des mécanismes nationaux, régionaux et sous-régionaux a été organisée. Malheureusement, la personne qui devait parler du système des droits de l'homme de l'Union africaine et, en particulier, des questions relatives au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée, M. Michelo Hansungule du Centre des droits de l'homme de l'Université de Pretoria, n'a pas pu se rendre à Genève en raison de contraintes de déplacement. M^{me} Linda Ravo de la Direction chargée des droits fondamentaux et de la citoyenneté de l'Union au sein de la Commission européenne et M. Lyal S. Sunga, chef du programme relatif à l'état de droit de l'Institut de La Haye pour la justice mondiale, ont participé à la table ronde. Un résumé du débat figure à l'annexe I du présent rapport.

H. Débat général et échange de vues, 12^e séance

26. À la 12^e séance, le 21 juillet, le Comité spécial a tenu un débat général et a eu un échange de vues. Le Président-Rapporteur a demandé aux délégations d'examiner la manière de progresser sur le sujet du questionnaire et des réponses reçues. Il a mentionné le faible taux de réponse, mais a estimé que le processus était presque achevé et, en vue de la prochaine séance, a invité les délégations à réfléchir à des propositions sur la base des échanges tenus avec les intervenants.

27. La représentante du Brésil a remercié le Président-Rapporteur pour son travail et a salué l'organisation d'exposés instructifs. En ce qui concernait les lacunes liées à la procédure, la représentante a indiqué que les exposés des jours précédents, en particulier ceux des membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, avaient montré que le Comité n'avait toujours pas de mandat officiel lui permettant d'entreprendre des démarches telles que des missions dans les pays et des activités de suivi de la suite donnée à ses recommandations, qui étaient essentielles pour qu'il puisse exercer efficacement ses fonctions et s'acquitter pleinement de ses obligations en vertu de la Convention. D'autres organes conventionnels créés après le Comité avaient déjà pris des dispositions sur des questions connexes. En conséquence, il pourrait s'avérer nécessaire d'adopter des normes supplémentaires dans ce domaine et la question devait être examinée plus avant. La représentante a accueilli avec satisfaction l'idée d'un rapport actualisé du Comité sur cette question. Elle a ajouté que la question du racisme dans le sport devrait être abordée dans les décisions prises à l'issue de la septième session. Sa délégation était favorable à l'élaboration par exemple d'un plan d'action ou de directives. La représentante a conclu en indiquant que le Brésil organiserait la première Conférence régionale de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine à Brasilia, en décembre 2015.

28. La représentante de l'Afrique du Sud a déclaré que, selon sa délégation et au vu des différents exposés, il y avait des lacunes dans la Convention, notamment des lacunes liées à la procédure. Lors des prochaines sessions, le Comité spécial devrait progresser dans l'élaboration de normes complémentaires pour combler ces lacunes.

29. La représentante du Pakistan, s'exprimant au nom de l'OCI, a remercié le Président-Rapporteur d'avoir fait en sorte que des experts prennent la parole devant le Comité spécial durant la session et a souligné qu'un certain nombre de domaines thématiques importants, allant du racisme dans le sport aux mécanismes nationaux, avaient déjà été examinés. Selon l'OCI, il ressortait clairement des débats tenus au cours des six précédentes sessions et de la session en cours qu'il existait des lacunes concernant le fond et la procédure. Comme les représentantes du Brésil et de l'Afrique du Sud, elle estimait

qu'il fallait adopter des normes complémentaires. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale avait proposé d'examiner uniquement les lacunes liées à la procédure car il estimait que ses 35 recommandations générales avaient comblé les lacunes de fond de la Convention. Cependant, l'OCI était d'avis que l'analyse interprétative du Comité n'était pas suffisante pour mettre en œuvre la Convention en ce qui concernait la xénophobie, la création de mécanismes nationaux en faveur de l'égalité et l'élaboration de plans d'action nationaux de lutte contre la discrimination, toutes ces questions présentant de grandes lacunes. Il fallait donc normaliser et uniformiser les choses. Sans un protocole additionnel énonçant les normes et règles universellement acceptées, il serait difficile pour les États de simplifier les lois, les politiques, les plans d'action nationaux et les mécanismes existants et d'en élaborer des nouveaux, tout en traitant au niveau national les questions relatives au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y était associée. Pour ce qui était des discours et des crimes de haine, la représentante a souligné la nécessité d'adopter des normes complémentaires sous la forme d'un protocole additionnel et a déclaré que l'OCI estimait important de commencer à examiner les éléments d'un tel protocole. Il était nécessaire de se pencher vraiment sur la voie à suivre au cours des prochains jours et de la prochaine session du Comité.

30. Le représentant des États-Unis a accueilli avec satisfaction le projet de document contenant une compilation des vues émises par le Comité spécial au cours des six sessions précédentes sur la question des lacunes liées à la procédure. Selon lui, ce document illustrait l'absence de consensus sur les lacunes liées à la procédure et reflétait des préoccupations, notamment concernant les coûts et les doubles emplois, ainsi que la nécessité d'appliquer pleinement les normes et les procédures existantes. Pour ce qui était des lacunes liées à la procédure, le représentant a évoqué la réforme des organes conventionnels récemment engagée et les résultats qu'elle avait déjà permis d'obtenir concernant la présentation de rapports au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. L'accent devrait être mis sur le renforcement du respect des obligations et des normes existantes, plutôt que sur la création de nouvelles obligations procédurales. Il a rappelé la procédure d'examen des communications émanant de particuliers prévue à l'article 14 de la Convention. Il a fait observer que plusieurs titulaires de mandat au titre des procédures spéciales compétents dans ces domaines, tels que le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et la Rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités, effectuaient déjà des visites de pays et participaient aux activités prévues dans le cadre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine. Sa délégation n'était pas convaincue que les visites de pays seraient une bonne manière d'utiliser le temps, les connaissances spécialisées et les ressources du Comité spécial. En ce qui concernait les mécanismes nationaux, le représentant a affirmé que les pays étaient déjà libres d'en créer. Pour ce qui était des lacunes de fond, l'adoption d'un protocole facultatif pourrait porter préjudice à l'instrument de base en dispersant l'attention des États Membres, en surchargeant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale avec de nouvelles questions et en affaiblissant la portée actuelle de l'instrument en laissant entendre que certaines questions n'étaient pas traitées. Le représentant a rappelé les débats tenus sur les formes que pourraient prendre des normes complémentaires non contraignantes, telles que des documents sur les meilleures pratiques et des directives supplémentaires dans ce domaine, qui pourraient être fort utiles dans l'importante lutte contre le racisme. À son avis, le Comité spécial pourrait progresser dans l'élaboration de ces documents non contraignants.

31. La représentante de l'Union européenne a fait des observations liminaires et a rappelé que les exposés présentés par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale confirmaient que les dispositions de fond de la Convention étaient suffisantes pour traiter les questions actuelles. L'Union européenne a souligné qu'il fallait utiliser au mieux les procédures de suivi du Comité existantes, notamment au moyen de la procédure d'action urgente et par le plein respect des obligations en matière de présentation de rapports. L'établissement d'une nouvelle procédure risquait de faire double emploi avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme et les travaux du HCDH ainsi que d'empiéter sur ceux-ci.

I. Questionnaire élaboré en application du paragraphe 4 de la résolution 21/30 du Conseil des droits de l'homme

32. À la 13^e séance, le 22 juillet, le Président-Rapporteur a mentionné deux documents distribués aux délégations lors de plusieurs sessions précédentes du Comité spécial et aux coordonnateurs régionaux par courriel avant la septième session. Ces documents étaient intitulés « Reprise de la troisième session du Comité spécial sur l'élaboration de normes complémentaires – liste des sujets examinés à la deuxième session » et « Cinquième session du Comité spécial sur l'élaboration de normes complémentaires – liste de sujets figurant dans le document A/HRC/18/36 : rapport du Comité spécial sur l'élaboration de normes complémentaires sur sa troisième session ».

33. Les documents ont été distribués une nouvelle fois à la 13^e séance, au cours de laquelle le Président-Rapporteur a rappelé la liste de sujets inscrits au programme de travail qui avaient été examinés lors des précédentes sessions et a indiqué que les questions de la xénophobie et du racisme dans le sport avaient été abordées lors de trois sessions et les mécanismes nationaux ainsi que les lacunes liées à la procédure concernant la Convention lors de quatre sessions. Outre la liste, il a rappelé qu'au cours de la cinquième session, le Comité avait jugé important d'étudier les questions de prévention/sensibilisation et les mesures d'action positive/mesures spéciales ; ces questions avaient été examinées à la sixième session au titre du programme de travail. Le Président-Rapporteur a indiqué que le Comité devrait tirer parti des listes pour déterminer les sujets à traiter lors des prochaines sessions et la manière de faire avancer ses travaux. Les débats qui avaient eu lieu à la 13^e séance étaient fondés sur les documents.

34. Le Président-Rapporteur a évoqué le questionnaire adressé aux États Membres en 2013 en prévision de la cinquième session et redistribué en 2014 en vue de la sixième session, et a indiqué que 43 réponses avaient été reçues. Cependant, certaines questions n'avaient pas reçu de réponse. Étant donné que les thèmes et les points inclus dans le questionnaire avaient été convenus par consensus par les coordonnateurs régionaux, il était étonnant de ne pas avoir reçu de réponse. Il a demandé ce que le Comité devait faire avec le questionnaire. Selon lui, il importait d'aller de l'avant et de conclure l'examen de certaines questions. À cet égard, il pourrait être nécessaire d'examiner la question du racisme dans le sport lors d'une autre session.

35. La représentante du Brésil a indiqué que, pour son pays, le questionnaire était un outil important qui reflétait fidèlement les débats qui avaient eu lieu au cours des précédentes sessions du Comité spécial. D'après les réponses reçues, la xénophobie et les mécanismes nationaux étaient des préoccupations très importantes pour les pays. Cependant, il n'existait pas encore de consensus sur les lacunes liées à ces questions. Il pourrait être nécessaire de tenir des débats supplémentaires sur ces questions et il était essentiel de tenir compte des vues du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur la manière dont la Convention se rapportait à ces questions. Le Comité spécial pourrait aussi réfléchir à la possibilité de favoriser l'élaboration de plans d'action, de directives ou

d'une résolution du Conseil des droits de l'homme sur ces questions. En ce qui concernait les lacunes liées à la procédure, la représentante a dit que le questionnaire avait montré que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale n'avait toujours pas de mandat officiel lui permettant d'entreprendre des démarches telles que des missions dans les pays, des activités de suivi de la suite donnée à ses recommandations et des procédures d'alerte précoce, conformément à ce qui avait été présenté par les membres du Comité à la septième session du Comité spécial. D'autres organes conventionnels créés après le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale avaient déjà des dispositions relatives à des questions connexes. Un nouveau rapport du Comité sur ces questions serait par conséquent utile pour le Comité spécial.

36. Le représentant des États-Unis a évoqué le questionnaire et a fait le point sur les réponses fournies en 2013 par son gouvernement au questionnaire initial. Il a souligné que, depuis, son pays avait considérablement renforcé ses mécanismes internes de lutte contre la violence xénophobe et les formes modernes de discrimination, conformément aux obligations qui incombent aux États-Unis en vertu de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et d'autres instruments. Le représentant a cité deux exemples : premièrement, en janvier 2015, le Bureau fédéral d'enquête (FBI) des États-Unis avait commencé à recueillir des données plus détaillées sur les infractions motivées par des préjugés, notamment celles commises contre des Arabes, des Hindous et des Sikhs ; deuxièmement, en juin 2015, la Cour suprême avait confirmé qu'il était possible d'engager des poursuites au titre de la théorie de l'incidence distincte prévue dans la loi sur le logement équitable, outil permettant de lutter contre les formes moins perceptibles de discrimination en matière de logement. Le représentant a suggéré de recommander un ensemble de conclusions sur le questionnaire à la prochaine session, tout en encourageant les pays qui avaient déjà répondu à fournir des réponses de suivi et les pays qui ne l'avaient pas encore complété à le faire. Pour ce qui était de la liste de sujets, il a également estimé qu'il serait utile d'examiner plus avant la question du racisme dans le sport. Il était souhaitable d'étudier le type de résultat concret auquel le Comité pourrait aboutir. Il a ajouté que le Comité pourrait utilement contribuer à l'élaboration de directives ou de meilleures pratiques.

37. La représentante de l'Union européenne a indiqué que l'Union en tant que groupe régional et neuf de ses membres à titre individuel avaient répondu au questionnaire. Pour que le rapport soit représentatif et utile, il fallait avoir un aperçu global des réponses. S'il était décidé de refaire circuler le questionnaire, celui-ci devrait être distribué aux pays qui n'y avaient pas encore répondu. Le questionnaire ne devait pas être un exercice sans fin. Elle a ajouté que la question du racisme dans le sport méritait d'être examinée plus avant.

38. La représentante de l'Afrique du Sud a indiqué que le fait de redistribuer le questionnaire ne permettrait pas nécessairement d'obtenir plus de réponses, en particulier parce que de nombreuses délégations étaient surchargées par les demandes d'information au titre de divers autres mécanismes du système des Nations Unies. Pour ce qui était de la proposition concernant la question du racisme dans le sport, elle a estimé que les travaux sur l'élaboration de directives et de pratiques pouvaient commencer et a demandé au représentant des États-Unis de donner des précisions supplémentaires à cet égard. La représentante a proposé que la question de la protection des migrants contre des pratiques racistes, discriminatoires et xénophobes soit examinée à l'avenir par le Comité spécial.

39. Le représentant des États-Unis a précisé que, si la question du racisme dans le sport était inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session, le Comité spécial devrait être plus directif. Il était peut-être temps d'envisager d'aboutir à un résultat au-delà des débats. Évoquant la liste de sujets distribuée, le représentant a indiqué que d'autres questions soulevées par les délégations au cours des sessions ne figuraient pas sur cette liste et pourraient aussi être examinées.

40. Le Président-Rapporteur a précisé que les documents distribués contenaient les sujets approuvés par le Comité spécial en tant que sujets consensuels à examiner au cours de l'actuelle session et des sessions futures et étaient le résultat de négociations et d'un accord au sein du Comité. Il a renvoyé aux notes de bas de page des documents. De plus, les rapports dans lesquels figurait la liste convenue de sujets avaient été adoptés par le Comité durant ses sessions et présentés au Conseil des droits de l'homme. Les autres propositions ne figuraient pas dans les listes car elles n'avaient pas été approuvées ; cependant, il était probable qu'elles aient été mentionnées dans les différents rapports du Comité spécial. Le Président-Rapporteur a ajouté qu'un document ou une autre forme de résultat sur le racisme dans le sport pourrait être nécessaire. En outre, il s'est demandé comment le Comité spécial pourrait progresser dans l'accomplissement de son mandat si aucun consensus n'était trouvé durant la session et a évoqué la possibilité de consulter à nouveau le Conseil.

41. La représentante du Brésil souhaitait que l'on poursuive l'examen de la question du racisme dans le sport. Elle a indiqué que le Comité pourrait adopter des conclusions ou un document et a proposé qu'il commence à élaborer un texte à la prochaine session. Elle a rappelé la résolution 13/27 du Conseil des droits de l'homme intitulée « Un monde du sport exempt de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui est associée », qui pourrait être utilisée à cette fin. En ce qui concernait la proposition d'examiner la question de la protection des migrants contre des pratiques racistes, discriminatoires et xénophobes, elle a évoqué la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et a jugé important d'étudier comment le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité spécial chargé de superviser cette convention internationale traitaient cette question afin d'éviter les doubles emplois et de déterminer à quel point les questions étaient complémentaires. La représentante a fait observer que la question des formes multiples de discrimination avait été abordée dans tous les exposés et qu'il pourrait s'agir d'un sujet important à examiner à la prochaine session.

42. La représentante de l'Afrique du Sud a dit que, dans un premier temps, le Comité devait s'efforcer d'aboutir à un résultat, qui prendrait la forme de directives ou de pratiques optimales. Pour ce qui était de la question des lacunes liées à la procédure, il serait utile de demander au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale d'indiquer la manière dont ces lacunes pourraient être comblées et d'établir un rapport actualisé sur cette question.

43. La représentante du Pakistan, s'exprimant au nom de l'OCI, était favorable à l'examen de la question de la protection des migrants contre des pratiques racistes, discriminatoires et xénophobes, proposée par l'Afrique du Sud, et de la réalisation par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale d'une étude actualisée sur les lacunes liées à la procédure, étant donné qu'une longue période s'était écoulée depuis la précédente étude, réalisée en 2007, et que les choses avaient évolué. Le Comité spécial devrait être extrêmement précis dans sa demande pour que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale présente des éléments concrets ou des propositions ainsi que des informations sur la manière de combler les lacunes liées à la procédure. L'Afrique du Sud a noté avec satisfaction que l'idée d'élaborer des normes complémentaires faisait progressivement son chemin. Cependant, l'identification d'une seule question pour l'élaboration n'était pas l'approche correcte et n'était pas conforme au mandat du Comité spécial. S'il était vrai que le racisme dans le sport était un sujet important, toutes les questions relatives à la discrimination raciale devaient être examinées de manière globale, en ce qui concernait non seulement le domaine du sport, mais aussi les discours de haine, l'incitation à la haine ou la discrimination dont faisaient l'objet des personnes en raison de leur race, leur religion, leur origine nationale, etc.

44. Le Président-Rapporteur a souligné qu'il faudrait laisser la possibilité aux États de soumettre des propositions à tous, même entre les sessions. En ce qui concernait le résultat à obtenir, des propositions spécifiques avaient été faites et devraient être examinées par le Comité. Le Président-Rapporteur a levé la séance afin que les coordonnateurs régionaux et les délégations intéressées puissent se réunir de façon officieuse et avancer sur les différentes questions.

J. Débat général et échange de vues, 14^e séance

45. À sa 14^e séance, le 22 juillet, le Comité spécial a tenu un débat général et eu un échange de vues. Le Président-Rapporteur a exposé brièvement, aux fins de leur examen par le Comité, les idées et propositions qu'avaient inspirées les travaux menés jusqu'alors à la septième session. Il a fait la synthèse de certaines questions que les participants avaient abordées en prenant largement appui sur les exposés donnés par les différents experts présents à la session. Les sujets examinés étaient ceux qui figuraient à l'ordre du jour et dans le programme de travail que le Comité avait adoptés à sa 1^{ère} séance, le 13 juillet.

46. La représentante de l'Union européenne a demandé ce qu'il était prévu qu'apporte la démarche consistant à demander au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale d'actualiser son étude, et s'il était attendu que le Comité fasse alors part de résultats différents. La représentante de l'Union européenne s'est également enquis des incidences sur le budget-programme et sur les ressources de cette demande qu'il était envisagé de faire au Comité.

47. Le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé une copie des observations formulées par le Président-Rapporteur. Ce dernier avait soulevé des points intéressants en ce qui concernait le racisme dans le sport, mais, en l'état actuel des choses, il ne fallait tirer aucune conclusion sur la forme sous laquelle devrait se présenter un quelconque produit des travaux du Comité. À titre d'exemple, dans le domaine du sport, il serait peut-être plus utile d'indiquer les bonnes pratiques que de donner des principes directeurs. Le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une nouvelle fois valoir que les normes complémentaires que le Comité spécial était chargé d'élaborer ne devaient pas nécessairement prendre la forme d'un instrument ou protocole contraignant, qui pourrait n'attirer que peu d'États.

48. Le Président-Rapporteur a indiqué que les observations qu'il avait formulées n'étaient pas exhaustives et que ses notes n'étaient pas destinées à être distribuées. Il s'était borné à prendre note des idées exprimées et des points soulevés lors des 13 séances précédentes, et ce, dans l'optique de nourrir le débat. Le Président-Rapporteur a ajouté que les remarques qu'il avait faites correspondaient à son avis personnel et visaient à guider le Comité spécial, mais que c'est à ce dernier qu'il appartenait de négocier et de parvenir à un résultat concret. Le Comité pouvait même rejeter l'ensemble des considérations dont il avait fait part dans ses observations. Pour ce qui était de demander au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale d'actualiser son étude, le Président-Rapporteur a expliqué que l'objectif était de connaître la suite que le Comité avait donnée à cette étude (A/HRC/4/WG.3/7), ce dernier ayant indiqué, par la voie de son expert, n'avoir rien entrepris en la matière. Il était de la responsabilité du Comité spécial de solliciter et d'obtenir les informations les plus récentes sur cette étude. Le Président-Rapporteur a précisé que c'était au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale qu'il appartenait de décider de la réponse qu'il donnerait à toute demande en ce sens que lui adresserait le Comité spécial. Concernant les incidences sur le budget-programme et sur les ressources, c'était également au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale qu'il incombait de dire ce qu'il en était.

49. La représentante du Brésil a remercié le Président-Rapporteur pour ses observations, qui constituaient selon elle un bon point de départ. Elle a aussi demandé une copie de ces observations, en vue de formuler des remarques précises et de proposer des éléments complémentaires. La représentante du Brésil a ajouté que le racisme dans le sport pouvait être un domaine dans lequel le Comité spécial pouvait apporter une contribution très importante.

50. La représentante de l'Afrique du Sud a indiqué qu'il ne faisait aucun doute pour la délégation sud-africaine et le Groupe des États d'Afrique que les normes complémentaires devaient prendre la forme d'un protocole et que ce protocole devrait être contraignant.

51. La représentante du Pakistan, s'exprimant au nom de l'OCI, a remercié le Président-Rapporteur pour le résumé qu'il avait donné des tenants et aboutissants des différents débats qui s'étaient tenus, et notamment des propositions intéressantes qui avaient été formulées par les experts. Le Pakistan était favorable à des directives mais ne saisisait toutefois pas le motif des objections qui étaient faites à un protocole facultatif, les États étant libres d'adhérer ou non à ce type d'instrument. L'on ne voyait guère comment la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale pouvait tenir compte de toutes les évolutions qui étaient intervenues, sachant que cinquante ans s'étaient écoulés depuis son adoption. Il serait donc opportun d'élaborer un protocole facultatif qui donne aux États parties des orientations générales pour l'élaboration de plans de lutte contre le racisme dans le sport. Les organes conventionnels devraient également encourager la réalisation de changements concrets sur le terrain en faveur des victimes de discrimination raciale. Parmi les sujets proposés pour examen par le Comité à sa huitième session, la représentante du Pakistan suggérait de retenir celui de l'appel et de l'incitation à la haine raciale, ethnique, nationale et religieuse, ainsi que celui des crimes de haine.

52. La représentante de Cuba a rappelé que son pays avait toujours été favorable à la formulation de normes complémentaires sur les questions relevant de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Les différentes objections que soulevait l'idée que le Comité spécial élabore un instrument contraignant étaient malencontreuses, compte tenu du mandat clair et urgent que ce dernier avait reçu. Un document intégrant l'ensemble des recommandations formulées par les experts pourrait servir de point de départ pour l'établissement de plans d'action et de principes directeurs. La représentante de Cuba a fait savoir que son pays s'associait à la déclaration qui avait été faite par l'Afrique du Sud, ainsi qu'à celle qui avait été faite par le Pakistan au nom de l'OCI. Elle a également indiqué que Cuba approuvait le thème du racisme dans le sport et d'autres thèmes, tout en notant que le débat sur la liste des sujets n'était pas clos.

53. La représentante du Mexique a constaté l'existence d'obstacles et de lacunes auxquels il fallait remédier. La question qui se posait était en fait celle de savoir si des améliorations pourraient être apportées aux mécanismes existants. Le Mexique ne s'opposerait pas à l'élaboration de directives pour la lutte contre le racisme dans le sport, mais nombre d'autres questions devaient selon lui faire l'objet de discussions plus approfondies.

54. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a souligné que, compte tenu des observations dont avaient fait part à la présente session les experts qui œuvraient sur le terrain, la délégation vénézuélienne était convaincue de l'existence, dans le domaine de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, non seulement de lacunes liées à la procédure, mais aussi de lacunes de fond, dont la disparition permettrait au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale d'atteindre ses objectifs. Parmi les mécanismes existants, certains nécessitaient de faire l'objet de modifications, alors que d'autres avaient seulement besoin d'être renforcés pour plus d'efficacité. Quant aux mécanismes qui devaient encore être créés, ils étaient manifestes au regard des réalités économiques, sociales, culturelles, civiles et politiques, ainsi que des souffrances qu'enduraient d'innombrables groupes vulnérables.

55. Il y avait donc lieu, de l'avis de la délégation vénézuélienne, d'insister sur la réalisation du mandat du Comité spécial par le renforcement du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et l'élaboration de normes complémentaires, tâche qui était de plus en plus pressante. La communauté internationale devait progresser de manière constante sur la voie de l'éradication de l'ensemble des pratiques discriminatoires, et le nouvel instrument international dont la République bolivarienne du Venezuela soutenait l'élaboration devait refléter cet objectif dans sa teneur.

56. Pour terminer, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a indiqué que son pays avait, en application des dispositions de la Constitution, qui jetait les bases d'une société pluriethnique et multiculturelle, ainsi que de l'égalité des chances sans discrimination ni subordination, mis en œuvre la loi contre la discrimination raciale adoptée en 2011, qui portait création de mécanismes visant à prévenir, combattre et réprimer la discrimination raciale sous toutes ses formes. Élaborée avec l'aide de chercheurs, de spécialistes et d'experts dans les domaines des sciences sociales et du droit, et en consultation étroite avec la population, cette loi donnait, en son article 10, une définition des notions suivantes : la discrimination raciale ; l'origine ethnique ; l'origine nationale ; le phénotype ; les groupes vulnérables ; la diversité culturelle ; le racisme ; la xénophobie ; et l'*endorracismo*. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a proposé d'en communiquer le texte aux personnes intéressées.

57. La représentante du Pakistan, s'exprimant au nom de l'OCI, a suggéré de débattre des éventuels éléments à incorporer dans un protocole additionnel à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale qui pourrait être élaboré en application des résolutions 6/21 et 10/30 du Conseil des droits de l'homme, ainsi que de sa décision 3/103.

58. La représentante du Japon a sollicité une copie des observations du Président-Rapporteur et a dit souscrire à l'élaboration de directives pour la lutte contre le racisme dans le sport. Elle a constaté combien il importait de compléter les travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, et d'éviter tout double emploi.

59. Le représentant des États-Unis d'Amérique a indiqué que son gouvernement n'était pas disposé à discuter d'un instrument juridiquement contraignant. Il a fait remarquer que le Conseil des droits de l'homme avait bien demandé, dans une première résolution, au Comité spécial d'élaborer des normes complémentaires sous la forme d'un protocole facultatif, mais n'avait pas renouvelé cette demande dans ses résolutions plus récentes. Le représentant des États-Unis d'Amérique a ajouté que ce n'était pas en actualisant les orientations émanant du Comité sur l'élimination de la discrimination raciale que l'on mettrait au mieux à profit les moyens dont disposait le Comité spécial. En ce qui concernait la proposition tendant à débattre du thème de la haine raciale, ethnique, nationale et religieuse, il a fait savoir que son pays n'était pas en mesure de soutenir cette proposition, le thème en question prêtant à controverse. Le représentant des États-Unis d'Amérique a fait observer que la question de la haine raciale, ethnique, nationale et religieuse était déjà examinée ailleurs, notamment dans le cadre du Processus d'Istanbul relatif à la lutte contre l'intolérance, la discrimination et l'incitation à la haine ou à la violence fondées sur la religion ou la conviction et au titre du Plan d'action de Rabat sur l'interdiction de l'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, et qu'il était excessivement difficile de parvenir à un consensus sur cette question. Les États-Unis d'Amérique s'opposeraient également à l'inscription à l'ordre du jour de la prochaine session du Comité spécial de la question des actes racistes et xénophobes commis au moyen des technologies de l'information et de la communication. Ils adhéraient en revanche à l'idée de débattre du racisme dans le sport, ainsi que des formes multiples de discrimination.

60. La représentante de l'Afrique du Sud a indiqué que son pays appuierait les travaux que le Comité spécial mènerait sur la thématique des actes racistes et xénophobes commis au moyen des technologies de l'information et de la communication, thématique qu'il serait selon lui intéressant de faire avancer. Il serait également intéressant que le Comité débâte de ce thème, que l'Union européenne avait déjà examiné de manière approfondie comme l'avaient souligné les experts de la Commission européenne dans leur exposé. La représentante de l'Afrique du Sud a également proposé de débattre de la protection des migrants contre les pratiques racistes, discriminatoires et xénophobes, ainsi que du profilage racial, ethnique et religieux, et a fait savoir que l'Afrique du Sud soutiendrait la proposition faite par le Pakistan, au nom de l'OCI, de se pencher sur la question de l'appel et de l'incitation à la haine raciale, ethnique, nationale et religieuse, ainsi que des crimes de haine.

61. La représentante de l'Algérie, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, a insisté sur la question du respect du mandat du Comité spécial, que le Conseil des droits de l'homme avait défini dans sa décision 3/103 et réaffirmé dans ses résolutions 6/21 et 10/30. Elle a exhorté le Comité à parvenir à un résultat concret d'ici à la fin de sa septième session.

62. La représentante de l'Union européenne a redit que l'Union n'était pas pour l'élaboration de nouvelles normes, mais pour une utilisation plus efficace et une optimisation des procédures découlant de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

63. La représentante du Pakistan, s'exprimant au nom de l'OCI, a proposé de retenir les sujets ci-après dans la liste précédente du Comité spécial : le profilage racial, ethnique et religieux et les mesures de lutte contre le terrorisme ; et le racisme dans les technologies modernes de l'information et de la communication (cybercriminalité pour motifs liés à la race). Elle approuvait également les thèmes ci-après que suggérait le Groupe des États d'Afrique : la protection des migrants contre les pratiques racistes, discriminatoires et xénophobes ; et la protection des peuples sous occupation étrangère contre les pratiques racistes et discriminatoires. La représentante du Pakistan a fait valoir que le Comité spécial constituait la meilleure enceinte où débattre de ces questions épineuses et parvenir à une conclusion. En prévision de la huitième session du Comité, elle a prié le secrétariat de distribuer un document qui rassemble les propositions des différentes délégations.

64. La représentante du Brésil a dit attendre avec intérêt la suite des débats et a fait observer que toutes les questions ne devaient pas nécessairement être traitées par un protocole facultatif, à l'instar du racisme dans le sport. Elle a ajouté que, pour ce qui était des migrants, un instrument existait déjà (Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille) et que l'on ne voyait guère ce qu'apporterait un autre instrument en la matière.

65. Le Président-Rapporteur a une nouvelle fois appelé l'attention sur la résolution 6/21 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle ce dernier rappelle que le Comité spécial est chargé « d'élaborer, à titre prioritaire et pour répondre à une nécessité, des normes complémentaires qui, sous la forme soit d'une convention soit d'un ou de plusieurs protocoles additionnels à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, combleront les lacunes actuelles de la Convention et proposeront également de nouveaux textes normatifs visant à combattre toutes les formes de racisme contemporain, notamment l'incitation à la haine raciale et religieuse ». Le Président-Rapporteur a également de nouveau donné la liste des États Membres qui, respectivement, avaient voté pour ou contre la résolution ou s'étaient abstenus.

66. Le Président-Rapporteur a fait observer que l'adoption des décisions par consensus faisait partie intégrante des processus démocratiques et que les États qui s'étaient opposés en vain à la résolution 6/21 ne jouissaient pas d'un droit de veto permanent sur les travaux et les progrès que souhaitaient réaliser les États qui avaient approuvé le mandat du Comité

spécial. Le Président-Rapporteur a dit aux membres du Comité être prêt à se mettre en rapport avec le Conseil des droits de l'homme pour l'informer du fait que certains États entravaient le Comité dans sa tâche et qu'en sa qualité de Président-Rapporteur, il se heurtait à des difficultés pour mettre en œuvre les décisions du Conseil. Le Président-Rapporteur a relevé l'existence d'une responsabilité morale exigeant de ne pas agir à l'encontre du mandat qui était confié au Comité. Il a souligné qu'il était possible de demander au Conseil des droits de l'homme de se prononcer à nouveau sur ce mandat et que le verdict du Conseil serait probablement une nouvelle fois favorable. Le Président-Rapporteur a demandé combien d'années ou de décennies devraient encore s'écouler avant que quelque chose ne soit entrepris en application du mandat du Comité et a invité les délégations à indiquer comment il s'agissait selon elles de procéder.

67. Le représentant de la Tunisie a dit que son pays adhéraient aux déclarations qui avaient été faites par le Pakistan et l'Algérie, respectivement au nom de l'OCI et du Groupe des États d'Afrique, et souscrivait également aux vues du Président-Rapporteur. Il a fait valoir que le mandat du Comité spécial était suffisamment clair et qu'il n'était pas nécessaire de consulter le Conseil des droits de l'homme. Le représentant de la Tunisie a ajouté que la nécessité de parvenir à un consensus sur toutes les questions menait bien souvent dans l'impasse. Le Comité avait reçu du Conseil un mandat en bonne et due forme, dont il fallait seulement qu'il s'acquitte.

68. La représentante du Pakistan, s'exprimant au nom de l'OCI, a fait pleinement sienne la constatation du Président-Rapporteur, à savoir qu'il n'était plus possible d'ignorer le retard pris dans les travaux du Comité spécial et que des ressources précieuses avaient été dépensées pour organiser la septième session du Comité. Pour ce qui était de la voie à suivre, un nouveau mandat pourrait être demandé une fois que le Comité en serait au stade de l'élaboration de normes complémentaires et aucun nouveau mandat n'était pour l'heure nécessaire. La représentante du Pakistan a demandé que l'ensemble des vues et des positions dont avaient fait part les délégations soient consignées dans le rapport de la septième session.

69. La représentante de l'Afrique du Sud a rappelé qu'aucun instrument international n'avait été universellement ratifié, pas même la Convention relative aux droits de l'enfant. Même sur la question des droits de l'enfant, il n'y avait pas consensus. La représentante de l'Afrique du Sud a fait observer que l'on ne pouvait pas se servir de l'impératif du consensus pour empêcher les choses d'avancer. Elle a rappelé que la décision 3/103 du Conseil des droits de l'homme ne faisait nullement référence à des directives ou à des plans d'action.

K. Débat général et échange de vues, 15^e séance

70. À sa 15^e séance, le Comité spécial a une nouvelle fois tenu un débat général et eu un échange de vues. Le Président-Rapporteur a rappelé la nécessité de réfléchir aux décisions à prendre sur la liste des sujets nouveaux et, comme suite à la demande qui lui avait été adressée, a fait distribuer, pour examen, un document contenant les propositions de thème formulées dans le cadre des débats généraux tenus aux 13^e et 14^e séances. Ce document donnait la liste des sujets que les délégations avaient suggérés la veille. Le Président-Rapporteur a souligné la nécessité de recenser les questions qui présentaient un intérêt prioritaire afin de pouvoir clore le débat et d'avancer. Dans un souci de gestion du temps à disposition, il a proposé de retenir deux sujets pour examen à la huitième session. Le Président-Rapporteur a également proposé que le Comité, à sa huitième session, étudie la possibilité de limiter la durée de ses prochaines sessions à sept jours ouvrables, sans préjudice de ce qui pourrait être décidé ultérieurement pour ces sessions, et qu'il fasse une recommandation dans ce sens au Conseil des droits de l'homme.

71. La représentante de l'Afrique du Sud a fait savoir que le Groupe des États d'Afrique n'était pour l'heure pas en mesure de souscrire à une quelconque proposition tendant à réduire à sept jours la durée des prochaines sessions du Comité spécial et qu'il faudrait que le Groupe consulte ses membres. Le Comité n'était pas habilité à décider de la durée de ses sessions, cette question étant du ressort du Conseil des droits de l'homme.

72. La représentante de l'Union européenne a indiqué que les membres de l'Union avaient été consultés et a demandé de rajouter les trois questions ci-après dans la liste des sujets : l'éducation dans le domaine des droits de l'homme ; l'application des normes et règles en vigueur ; et les procédures de suivi du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et d'autres mécanismes. L'Union européenne approuvait également le thème du racisme dans le sport et était en mesure d'appuyer la proposition tendant à débattre de la question des formes multiples de discrimination.

73. Le représentant des États-Unis d'Amérique a appuyé et fait sienne la proposition du Président-Rapporteur de réduire la durée des prochaines sessions du Comité spécial. Il a fait savoir que les États-Unis entendaient continuer de participer aux sessions du Comité. Pour ce qui était des questions complémentaires dont l'Union européenne suggérait de débattre, son pays approuverait probablement le thème de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, et les autres sujets proposés ne lui inspiraient pas de préoccupations dans l'immédiat. Le représentant des États-Unis d'Amérique a réitéré l'observation qu'avait déjà faite son gouvernement, à savoir que le mandat du Comité découlait des dispositions du paragraphe 199 de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, qui ne prévoyaient pas que les normes complémentaires à élaborer doivent prendre la forme d'un instrument juridiquement contraignant, tel qu'un protocole facultatif à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Le représentant des États-Unis a rappelé que les résolutions et décisions que le Conseil des droits de l'homme avait adoptées entre 2006 et 2009 concernant le Comité avaient été soumises à un vote et que, de l'avis de son pays, ces résolutions et décisions ne reprenaient pas les termes de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, à l'inverse des résolutions sur la même question qui avaient été adoptées par le Conseil entre 2010 et 2012, telles que les résolutions 13/18 et 21/30, qui étaient le fruit de consensus. La délégation américaine avait pris note des différents points de vue des autres délégations en ce qui concernait le mandat du Comité. Elle considérait toutefois que les positions qui l'emportaient étaient les toutes dernières que le Conseil avait exprimées, car ces positions avaient été adoptées par consensus et étaient fondées sur les dispositions exactes de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Les États-Unis estimaient que les normes complémentaires pourraient se présenter sous la forme d'un instrument non contraignant tel que des directives, des principes ou des plans d'action.

74. La représentante du Brésil a indiqué que son pays était en mesure d'appuyer les propositions de l'Union européenne, en particulier sachant que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme correspondait au thème qui avait été suggéré en 2013 par un certain nombre d'États de différentes régions, parmi lesquels le Brésil. Selon elle, il ne fallait retenir que deux ou trois sujets pour examen à la huitième session du Comité spécial. En ce qui concernait la durée des sessions du Comité, sa réduction à sept jours de réunion pourrait toujours être compensée par trois jours de réunion officielle.

75. Le représentant de la Belgique a redit que, pour son pays, les organes conventionnels formaient l'assise du système de protection des droits de l'homme. Il a rappelé le paragraphe 9 de l'étude de 2007 du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (A/HRC/4/WG.3/7), où ce dernier soulignait que le non-respect, par les États parties, des obligations qui leur incombent en matière d'établissement de rapports constituait un obstacle à l'application universelle de la Convention, ainsi qu'à l'accomplissement de la tâche du Comité. Le représentant de la Belgique a noté qu'il

s'agissait là d'un problème important auquel il fallait s'atteler à titre prioritaire et a suggéré le thème de l'application des normes et règles en vigueur, ainsi que celui des procédures de suivi du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et d'autres mécanismes. Il a également indiqué que son pays souscrivait à la déclaration que l'Union européenne avait faite précédemment. Le représentant de la Belgique a fait observer que la question du racisme dans le sport, dont le Comité spécial avait débattu à sa présente session, constituait un bon point de départ mais devrait être examinée plus avant aux prochaines sessions du Comité.

76. Le Président-Rapporteur a proposé que les délégations tiennent des consultations officieuses sur les résultats et conclusions de la septième session du Comité spécial. La séance a été levée jusqu'au lendemain.

IV. Adoption du rapport

77. Le Président-Rapporteur a ouvert la 16^e séance le 24 juillet au matin. La séance a été suspendue afin que le Comité puisse consacrer davantage de temps à des consultations officieuses, l'objectif étant de parvenir à un accord.

78. La séance a été reprise ultérieurement, dans l'après-midi du même jour. Le Président-Rapporteur a invité les participants à faire des déclarations d'ordre général.

79. Le représentant des États-Unis d'Amérique a remercié le Président-Rapporteur et les membres du Comité spécial, et fait observer que la question dont s'occupait le Comité était très importante. La délégation américaine jugeait important que le Comité continue à jouer un rôle utile, pertinent et productif, et elle s'emploierait avec les autres délégations à faire en sorte que cela reste le cas.

80. La représentante de l'Union européenne a adressé ses remerciements aux participants, en particulier à la représentante du Brésil, qui avait présidé les consultations officieuses. Elle a indiqué que sa délégation attendait avec intérêt de participer activement aux travaux futurs du Comité spécial.

81. La représentante de l'Afrique du Sud, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, a elle aussi adressé ses remerciements aux participants. Elle a noté que les travaux de la septième session du Comité spécial s'étaient déroulés dans un climat difficile mais amical et que le Comité était parvenu à trouver des points de convergence. La représentante de l'Afrique du Sud a toutefois regretté que le Comité n'ait pas profité de la session pour débattre de certaines questions, telles que la protection des migrants contre les pratiques racistes, discriminatoires et xénophobes, sur lesquelles des membres du Groupe des États d'Afrique avaient appelé l'attention lors de la session.

82. La représentante du Pakistan, s'exprimant au nom de l'OCI, a fait part de sa sincère gratitude, constatant que le Comité spécial était parvenu à formuler quelques conclusions et à s'entendre sur au moins un thème. L'OCI regrettait toutefois que le Comité n'ait pas réussi, à la présente session, à se concentrer sur la question au cœur de son mandat. La représentante du Pakistan a fait observer que le Comité était encore loin de pouvoir débattre de normes complémentaires concrètes sous la forme d'un protocole additionnel et que certains rejetaient toujours le mandat du Comité et empêchaient tout consensus. Elle a précisé qu'il serait bon, de l'avis de l'OCI, que le Comité adopte une approche plus constructive à ses prochaines sessions.

83. La représentante du Brésil a remercié le Président-Rapporteur pour les impulsions et les orientations qu'il avait données. Elle a également adressé ses remerciements aux collègues du Comité spécial pour la bonne volonté et la flexibilité dont ils avaient fait preuve. La représentante du Brésil a constaté que de bons progrès avaient été faits sur la

question du racisme dans le sport. Elle a aussi noté que le Comité jugeait nécessaire de continuer d'avancer sur la question des lacunes liées à la procédure à sa prochaine session. L'examen du thème de la réparation lui permettrait de débattre de la question des normes complémentaires.

84. La représentante de Cuba a exprimé son soutien au Comité spécial et à son mandat. Elle a espéré que le Comité s'achemine dans un avenir proche vers l'élaboration d'un instrument réellement contraignant qui permette de combler les lacunes existantes.

85. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a de nouveau affirmé le soutien plein et entier de son pays au mandat du Comité spécial et a regretté que ce dernier continue d'être entravé dans sa tâche. La délégation vénézuélienne espérait que la communauté internationale s'emploierait à combattre toutes les nouvelles formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

86. Le représentant des États-Unis d'Amérique a tenu à préciser que, si les précédentes résolutions du Conseil des droits de l'homme concernant le Comité spécial avaient été soumises à un vote, ses deux dernières résolutions en date (treizième et vingt et unième sessions) avaient été adoptées par consensus.

87. Le Président-Rapporteur, s'exprimant à titre personnel, a remercié les différentes délégations de leur participation à la session du Comité spécial, ainsi que de l'attitude constructive dont elles avaient fait preuve à cette occasion. L'on ne pouvait faire fi du mandat essentiel qui avait été confié au Comité, mandat dont le Conseil des droits de l'homme était convenu de manière démocratique par sa décision 3/103 et qu'il avait réaffirmé dans ses résolutions 6/21 et 10/30. Le Président-Rapporteur a reconnu que des divergences s'étaient fait jour et a posé la question de savoir comment il convenait de procéder au sein de ce qui était un cadre multilatéral, où certains rejetaient le mandat du Comité et en empêchaient la réalisation. Le Président-Rapporteur a fait observer qu'il s'agissait là d'un problème complexe qui faisait qu'il était difficile d'avancer. Il a souligné que l'on se trouvait dans une situation où un mécanisme multilatéral ne servait pas à ce pour quoi il avait été conçu, à savoir permettre aux États de négocier entre eux et faire en sorte que ceux qui n'étaient pas d'accord avec les autres n'en bloquent pas les propositions, ni n'empêchent qu'elles soient affinées. Le Président-Rapporteur a fait remarquer que c'est tout le contraire qui se passait au sein du Comité.

88. Le Président-Rapporteur a dit que le Comité spécial avait débattu des lacunes liées à la procédure et au fond auxquelles il fallait remédier. Il a constaté que dans tous les exposés qui avaient été présentés, confirmation avait été donnée du fait que, dans l'ensemble, les mécanismes nationaux ne fonctionnaient pas de manière efficace. Le Président-Rapporteur est revenu sur la question de la nécessité d'épuiser les recours disponibles au niveau national, dont l'examen avait mis en évidence des insuffisances et des limites, les victimes devant disposer de moyens financiers pour demander réparation, ce qui restreignait leur capacité d'obtenir cela même. Ce problème touchait tout particulièrement les minorités et les migrants.

89. Le Président-Rapporteur a invité les participants à lui communiquer par écrit des contributions informelles sur des éléments relatifs à un instrument éventuel, ainsi que tout texte à examiner en vue de remédier aux lacunes existantes. Il a dit être disposé à recevoir également des contributions sur tout autre sujet connexe, l'objectif étant de préparer adéquatement la huitième session du Comité spécial.

90. Le Président-Rapporteur a fait observer que l'adoption de la première décision concernant le Comité spécial avait donné de l'espoir aux victimes de violations des droits de l'homme, qui ne souhaitaient rien de plus que l'on protège leur dignité en tant qu'êtres humains. Il a constaté qu'au regard du travail que le Comité avait accompli ces huit dernières années, l'on ne pouvait ni affirmer avec force, ni dire avec fierté qu'il avait

beaucoup fait pour améliorer le sort des victimes, alors même qu'il avait peut-être la capacité et l'occasion de le faire. Le Président-Rapporteur a également constaté que le Comité avait examiné les mêmes questions encore et encore et que les différents gouvernements et groupes campaient sur leurs positions depuis la création du Comité. Aucun pas n'avait été fait dans aucune direction, ce qui réduisait la probabilité de l'adoption par le Comité de mesures utiles en application de son mandat pour améliorer la situation des victimes. Le Président-Rapporteur a dit voir en cela la conséquence de l'abdication à une responsabilité collective et de l'incapacité de tous de collaborer et de faire œuvre utile. Il a exhorté les membres du Comité à travailler ensemble et à ne pas perdre de vue la perspective d'ensemble aux prochaines sessions du Comité.

91. À la reprise de la 16^e séance et comme suite aux consultations officielles qui s'étaient tenues, le Comité spécial a convenu des conclusions et recommandations ci-après et a également décidé de débattre des sujets mentionnés ci-dessous à sa huitième session :

a) Conclusions et recommandations :

i) Le Comité recommande de redistribuer le questionnaire à tous les États en encourageant ceux qui n'y ont pas encore répondu à le faire et ceux qui y ont répondu à communiquer des informations actualisées ;

ii) Le Comité décide de continuer de débattre du racisme dans le sport et rappelle les conclusions qu'il a adoptées à ce propos à sa sixième session ;

iii) Le Comité recommande au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale d'actualiser son rapport de 2007 sur les normes internationales complémentaires (A/HRC/4/WG.3/7), sous la forme d'un additif ou d'un nouveau rapport ;

b) Liste des sujets :

i) Le Comité recommande au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de poursuivre l'élaboration de ses vues sur les aspects essentiels des lacunes liées à la procédure et des meilleurs moyens d'y remédier, à titre de suivi de l'étude de 2007 et des différents exposés donnés et propositions adressées au Comité conformément à son mandat ;

c) Le racisme dans le sport :

i) Le Comité débattre des recours utiles et adéquats et du droit des victimes de saisir les tribunaux et d'autres instances nationales compétentes afin d'obtenir une réparation et une satisfaction justes et adéquates, questions qui sont visées à l'article 6 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi qu'au paragraphe 165 de la Déclaration et du Plan d'action de Durban.

92. À la même séance, le rapport de la septième session a été adopté *ad referendum*, étant entendu que les délégations communiqueraient par écrit au secrétariat d'ici au 7 août 2015 toute correction d'ordre technique à apporter à leurs interventions.

Annexe I

[Anglais seulement]

Summaries of the expert presentations and initial discussions on the agenda topics

A. Assessment of the use of the complaint mechanism under article 14

1. On 13 July, at the 2nd meeting of the Ad Hoc Committee, Marc Bossuyt, Member of the CERD, gave a presentation on the assessment of the use of the complaint mechanism under Article 14 of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (ICERD). He noted that the ICERD adopted on 21 December 1965, was the first human rights treaty adopted in the framework of the United Nations providing for a mechanism of international supervision. At present, 177 States are parties to that Convention.

2. The ICERD set up the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD), composed of 18 independent experts, which is competent to receive periodic reports, to be submitted biannually by the States parties (Article 9), and inter-State communications (Article 11).² The CERD is also the first UN human rights committee which has been empowered, by Article 14 of the ICERD, to receive individual communications against States parties having made a specific declaration to that effect.

3. Mr. Bossuyt discussed individual communications before the ICERD. He explained that article 14 of the ICERD provides for an optional declaration by which the States parties may recognize the competence of the Committee to receive and consider communications from individuals or groups of individuals within their jurisdiction claiming to be victims of a violation by that State party of any of the rights set forth in that Convention. At present, 57 States have made that declaration. 22 belonging to the Group of Western European and Other States, 16 to the Group of Eastern European States, 11 to the Group of Latin-American and Caribbean States, 5 to the Group of African States and 3 to the Group of Asian States. To date, only 48 communications submitted under Article 14 of the ICERD led to a decision by the CERD. According to Article 14, section 7(b), of the ICERD, the CERD will forward “suggestions and recommendations, if any, to the State Party concerned and to the petitioner.” The communications which have led to such “suggestions and recommendations” by the CERD were directed against (only) 12 of the 57 States parties to the ICERD having recognized the competence of the Committee to consider individual communications.

4. He noted that article of the ICERD which has most frequently been found to be violated is Article 6 (“effective protection and remedies [...] against any acts of racial discrimination which violate his human rights and fundamental freedoms contrary to this Convention”) in 11 decisions, followed by Article 2 (“to pursue [...] a policy of eliminating racial discrimination”) in 8 decisions, Article 5 (“to guarantee the right of everyone [...] to equality before the law, notably in the enjoyment of [...] the right to freedom of movement and residence [(d), (i), ...], the right to work [(e), (i), ...], the right to housing [(e), (iii), ...], the right to education and training [(e), (v), ... or] the right of access to any place or service

² Up to now, no inter-State communication has ever been submitted to the CERD, nor to any other UN human rights committee.

[(f)]”) in 6 decisions and Article 4 (condemnation of “all propaganda and all organizations which are based on ideas or theories of superiority of one race or group of persons of one colour or ethnic origin”) in 6 decisions.

5. Mr. Bossuyt stated that article 14 has been characterized by one prominent professor Theo Van Boven, as “one of the most under-utilized provisions of ICERD.” Professor Van Boven provided two explanations for Article 14’s under-utilization: (1) “many states have always considered ICERD more a (foreign) policy instrument than a domestic rights document,” and, (2) “the sheer lack of knowledge and information about the existence of article 14 as a possible recourse is a major impediment.” Mr. Bossuyt explained that the most striking feature of the individual communications submitted to the CERD is the foreign origin of the authors of those communications. However, only in a minority of cases (18), the author of the communication had a foreign nationality. In the majority of the cases, the authors were nationals of the State party.

6. Mr. Bossuyt described the follow up procedure on individual communications. Following the example of the Human Rights Committee, a procedure on follow-up to communications was formally established on 15 August 2005, when the Committee created the ability for Special Rapporteurs to follow-up on the Committee’s suggestions and recommendations to States parties following a communication to CERD (rule 95 of the CERD Rules of Procedure). Since 2006, the Committee included a chapter on follow-up to individual communications, including sometimes in an annex, a table showing a complete picture of follow-up replies from States parties in relation to cases in which the Committee found violations of the Convention or provided suggestions or recommendations in cases of non-violation. With respect to the 10 individual communications in which the committee did not find a violation of the Convention, the Committee nevertheless made recommendations.

7. Mr. Bossuyt stated that Governments concerned are generally forthcoming in disseminating the opinion of the Committee. In some cases, they also took measures to amend the applicable legal provisions. In a few cases, they accepted to award compensation to the authors for the expenses they had made for legal assistance in submitting the communications. Up to now, no State party accepted to award any compensation for pecuniary or non-pecuniary damage.

8. He concluded by stating that in 2012, the CERD, acting upon a recommendation from its Working group on communications, proposed the creation of a joint treaty body working group on communications, composed of experts of different treaty bodies to ensure consistency of jurisprudence among treaty bodies and reinforce the justiciability and interdependence of all human rights. It would lead to more coherent outputs and to better aligned working approaches of all treaty bodies dealing with communications. Mr. Bossuyt stated that in its resolution 68/268 entitled “Strengthening and enhancing the effective functioning of the human rights treaty body system” adopted on 9 April 2014, the UN General Assembly did not act upon that recommendation.

9. The representative of Pakistan on behalf of the OIC noted that since only 48 decisions had been issued by the CERD the effectiveness of the procedure should be questioned and asked how the procedure could be strengthened to ensure complaints could be received. The representative also invited Mr. Bossuyt’s views on the inquiry procedure as compared to the complaints procedure.

10. The representative of Cuba expressed appreciation for Mr. Bossuyt’s comparative analysis and asked about recommendations to enhance its effectiveness.

11. Mr. Bossuyt noted that indeed, the number of decisions under the individual complaints procedure was small. The effectiveness of the procedure however was not related to the structure of the Convention. There were in general three distinct ways to

legislate individual complaint mechanisms: integration of the article into the Convention at its inception; an optional protocol adopted at the same time as the Convention itself; and an optional protocol adopted at a later stage. He recalled that the timing of these three decisions had no bearing on the effectiveness of the procedure, and that it was ultimately an optional and not mandatory procedure. The expert also pointed to the fact that to date, no inter-State communication has ever been submitted to the CERD, or to any other UN human rights committee. Inter-State communications were a mandatory procedure in CERD, and yet no complaints had been received from States. He explained that this pointed to the fact that structural and timing aspects of article 14 individual complaints procedure did not have an effect on its effectiveness. He advised that greater awareness be created about the existence of the procedure.

12. In response to the question about his views on the inquiry procedure, he noted that the introduction of such procedure was a standard request of the CERD. He added that in his view, it was more important that States parties submit their reports to the CERD, as so many were very late or had never submitted a report to the Committee.

13. The representative of Belgium said that implementation was key to the effectiveness of ICERD and that States parties should report better and in due time. Belgium also noted that Mr. Bossuyt's presentation indicated that the acceptance of Article 14 was geographically unequally distributed amongst regions and the representative inquired whether this could be improved. The expert agreed that the acceptance of article 14 by Member States was unequal, noting the high number of WEOG Member States parties, as compared to other regions. There were no acceptances in the Caribbean region at all and a very limited number in the African and Asian region. However, he was unable to provide a reason as to why that was the case, stating the States parties were better placed to do so.

14. Asked about regional mechanisms by the Belgian representative, the expert said that in his view those mechanisms were well developed in Europe, and also in Latin America. There was also an African human rights mechanism; however, there was no functioning regional mechanism in Asia.

15. The representative of the United States inquired about Mr. Bossuyt's reference that the ICERD was considered more than a foreign policy instrument than a human rights document as well as the role of civil society and non-governmental organizations when it came to the effectiveness of CERD. Mr. Bossuyt noted that the role of civil society could not be overstated, as strong non-governmental organizations had a significant role to play in the individual complaints procedure and the implementation of the ICERD as illustrated by his case law analysis. He added that Governments often initially expressed firm commitment at the international level as a political expression, but did not always have a strong influence in the domestic legal system. The provisions of ICERD should however be integrated into domestic law. CERD regularly asked States if they have done so. One of the standard questions was therefore if a State had a comprehensive discrimination law against racial discrimination.

16. When asked about his opinion on the multitude of possible avenues for individual redress for violations of racial discrimination including the Human Rights Committee and the European Court of Human Rights, by the Chair-Rapporteur, the expert said that different institutions could indeed arrive at different decisions, which was the inherent danger of the current system. CERD consequently believed that the establishment of a single unified body that dealt with complaints to all treaty bodies would be an improvement.

17. The Chair-Rapporteur inquired about an analysis of type of cases that succeeded under the article 14 procedure. He stated that confidence in the process was not bolstered by the figures and statistics provided in Mr. Bossuyt's presentation, and underlined that a

great deal was dependant on the national law and domestic systems in place. Mr. Bossuyt expressed support for further research on these cases. He also questioned whether the results were really so “dismal”, perhaps more so in relation to the approximately 60,000 cases considered by the European Court of Human Rights. He explained that of only a small percentage of cases were deemed admissible, and even a smaller percentage constituted a finding of a violation, that some of those cases, might in fact be very instructive to States to rectify potential problems in advance. The table in the Annex of his presentation was valuable as it at least provided an overview of individual communications under Article 14 of ICERD dealt with by CERD.

18. Regarding gaps in ICERD, Mr. Bossuyt noted the existence of gaps in institutional coverage and protections, as different bodies and institutions could arrive at different conclusions. Procedures, such as the reporting procedure could use further improvement.

19. The representative of Ghana inquired about the attempt of CERD to redefine “race”, the views of the expert with regard to the definition and content of “ethnic cleansing”; and the fact that national institutions were often taking on individual complaints. He asked if the Committee had adopted general comments to address such issues, which were also of importance in relation to the right to protect, suggesting the need for a supplementary protocol. The expert noted that CERD had done so, and had adopted a number of general comments; CERD however, had not as yet issued a comment on ethnic cleansing. But CERD had issued general comments on discrimination against noncitizens, in particular migrants; on indigenous populations, on Roma people; on people of African descent, etc. This approach showed that CERD had no narrow view on race. He added that “race” as a biological concept did not exist, but that racists did exist. He continued that he was not convinced that there was a need for an additional protocol. It would, however, be welcomed if the “machinery” could be strengthened. Such approach would be more useful than enlarging the field of application.

20. The representative of South Africa asked whether there was a gap concerning issues of religion and about the process leading to the drafting of general recommendations, as these soft laws, including the United Nations Declaration on religion were not enforceable documents. Mr. Bossuyt stated that CERD considered at times the issue of religion in its work. Some States parties noted that CERD’s mandate was racial discrimination and not discrimination based on religion or belief. That objection could ostensibly be overcome by a separate instrument, but the practical challenge of drafting it would be enormous.

B. Issues, challenges and best practices pertaining to reporting under the ICERD Convention

21. At the 3rd meeting, on 14 July, the Chair-Rapporteur recalled that the outcome of the 6th session of the Ad Hoc Committee in paragraph 97 (a)(iii) provided for a discussion on “issues, challenges and best practices pertaining to reporting under the Convention”, and as had been agreed by the Coordinators of the Regional Groups, all States were invited to volunteer to brief the Ad Hoc Committee on their individual experiences in this regard under this agenda item during the 7th session.

22. At this meeting, Norway recognizing the continued need to fight all forms of ethnic, racial and religious discrimination, hate crimes and xenophobia, gave an overview of Norwegian issues, challenges and best practices pertaining to reporting under the ICERD Convention, touching upon some of the issues and challenges facing the country, as well as some practices it considered successful. In order to combat discrimination effectively, Norwegian authorities believed it is important to have reliable and updated information about the extent of discrimination against different groups. In February 2015, The

Norwegian Institute for Social Research published a report, which reviews existing research on discrimination among the indigenous Sami population, national minorities and immigrants and their descendants in contemporary Norway. The fight against hate crime and hate speech remains a top priority for Norway, and free and open participation in the public debate is important in a democratic society. The combat against hate speech and hate crime has among other measures led to an interministerial Action Plan against Radicalization and Violent Extremism (June 2014). The Plan underlined that prevention in a broad perspective involves ensuring good formative conditions for children and youth, fighting poverty and working to ensure that everyone, regardless of their background, shall have a sense of belonging and be protected against discrimination. The representative stated that the general preventative efforts in many different fields can also help prevent people from choosing violence as a means of achieving their ideological or religious goals. Measures to prevent discrimination, harassment and hate expressions on the Internet and to prevent hate rhetoric are also important.

23. The Norwegian Government supports the Norwegian campaign against hate speech, which is linked to the campaign of the Council of Europe with goals to: create contact between young volunteers working to promote human rights and respond to hate speech; train and provide tools for NGOs working in the field; work to increase knowledge in the general public and civil society on how to respond to online hate speech; and, implement European campaigns/action days in Norway; An example of a very concrete initiative to fight hate rhetoric, especially that aimed at vulnerable groups and individuals, is a project for schools under the European Wergeland Centre. It has been closely linked with the national campaign 'Stop hate speech on the Internet', which is a part of the Council of Europe's 'No Hate Speech' campaign.

24. Another example is DEMBRA (Democratic Readiness against anti-Semitism and Racism), a Norwegian three-year program (2013-2015) aimed at teachers in lower secondary schools funded by the Norwegian Ministry of Education and Science, and designed to prepare and enable young people to live as democratic citizens in diverse societies to prevent racism, anti-Semitism and other forms of discrimination. DEMBRA combines the expertise of all parties involved in a program where theory meets practice, reflection meets action and history meets the future.

25. The representative discussed hate crime, which are offences motivated by racism, xenophobia or homophobia committed against individuals or groups because of their personal or social identity. A special hate crime unit has been set up by the Oslo police. At the end of 2006 the Norwegian Police started registering all reported hate crimes and since 2007 (the first full year of statistics of reported hate crimes available), the National Police Directorate has made a manual analysis of all reported cases. The latest analysis (March 2015) shows small changes in the number of hate crimes reported for the last four years. Hate crimes due to racism are the most dominant followed by hate crimes regarding religion, at then sexual orientation.

26. The representative noted that threats, damage to property, violence or discrimination motivated by hate and prejudice is serious for the individual victim, but also creates fear in larger groups of the population. It is an important goal to increase awareness about hate crime within the police force, as well as to increase awareness and police confidence among targeted groups in the population. Under Norwegian law, hate crimes are considered an aggravating factor in sentencing if the criminal offence is motivated by any of the following criteria: religion or life stance, skin colour, national or ethnic origin, sexual orientation, reduced physical or psychological ability or other circumstances related to groups of people requiring a special level of protection. This is derived from Norwegian case law, and is also explicitly stated in the new Norwegian Criminal Code, which will enter into force in 2015.

27. The Chair-Rapporteur expressed appreciation to Norway for the interesting presentation and posed some follow-up questions concerning the recognition of Finnish population of Norway as a minority group; further information about the experiences of Norway with regard to hate speech on the internet and hate crimes; and the text of laws and procedures to assist prosecutions; and lessons learned regarding the attacks in Utoya in 2011.

28. The Norwegian representative explained that the term “Finnish” did not refer to their nationality but rather to culture and language, and that while Finns had been settling in Norway for a long period of time and are Norwegian citizens, they did face discrimination.

29. The Norwegian representative noted that the focus was on prevention concerning hate speech on the Internet and that approach would be strengthened. Currently, hate speech on the internet, criminal monitoring by the police, digital monitoring by the police, education for children regarding online activities, and increased training for police trainees was taking place. It was also important to educate people, about hate crimes with the goal of easier reporting of hate crimes. The representative explained that following the terrorist attack at Utoya in 2011, Norwegian response was towards more openness as it decided not to become a “closed society” due to this attack. There was a year of national reflection and discussion and the legal process, triggered a national open discussion about the how this could have occurred.

30. The European Union inquired about the engagement of Norway with civil society during the CERD reporting process. While not completely aware of what had been done to reach to civil society during the CERD process, the representative stated that the UPR process played a prominent role in that regard and presented a good platform for discussion, and ultimately enriching the various treaty body discussions.

31. The United States also presented on its CERD reporting experience, sharing three best practises and three challenges during the 3rd meeting. One best practice was a broad interagency approach to reporting and presentation, under the leadership of the White House (Office of the President). Second, in addition to the federal government, state and local officials were included in the United States delegation. This approach was effective and appreciated by the Committee. Third, consultations with civil society are important part of treaty body presentations. These included a civil society consultation in Geneva the day before the presentation, with about 80 civil society representatives. This consultation enabled civil society to pose questions to the Government officials, and involved detailed and at times emotional exchanges which had improved the delegation’s preparation.

32. The representative presented three challenges faced by the United States regarding CERD reporting. The first challenge is how to increase public awareness of the treaty body system and reporting process. He welcomed hearing about experiences from other delegations. Second, keeping reports within the strict page limits presented a challenge, while responding to numerous issues raised by the CERD. Third, during the actual CERD presentation the time management was not ideal, leaving the delegation limited time to respond and brief the CERD.

33. The representative also raised a point for discussion about how to strike a balance between the value of a large delegation and the limited speaking time. He explained that the United States delegation was fairly large, and was fairly representative of the country, as African-Americans, women, indigenous persons, persons with disabilities, LGBT persons and others have participated in treaty body presentations, and that broad spectrum of delegates’ experiences improved the quality and the richness of the presentation. He particularly noted that its most recent delegation included the Mayor of Birmingham, Alabama William A. Bell, who experienced racial discrimination during the civil rights era, and Loretta Lynch, who shortly afterward became the Attorney General of the United

States. He added as another best practice the willingness of the United States to acknowledge and discuss its past and its shortcomings.

34. Belgium inquired about the challenge of follow-up, and the implementation of CERD recommendations, to which the representative of the United States said that the same interagency process led by the White House that served the preparation of the session was also used for the implementation of the recommendations. He also noted the overlaps in the United Nations human rights reporting cycle, and agreed that the focus of the process must be on implementation and changing the situation on the ground. The Norwegian representative added that its various reports were on time and outlined a decentralized reporting process lead by the Ministry of Foreign Affairs. For Norway, the Universal Periodic Review process was beneficial to its CERD and other treaty body reporting preparation through awareness-raising and the collection of information. Belgium also inquired about the role of parliaments and parliamentarians in CERD reporting process. Given the separation of powers between Congress and the Executive Branch of government in the United States, there was no explicit role for parliamentarians. Nevertheless, the State Department has reported to Congress on the outcomes of the treaty body presentations and its related consultations with civil society. Norway replied as well that there was no participation by the Norwegian parliament in the treaty body preparations or the review.

35. The representative of South Africa asked the representatives of Norway and the United States of America if those national approaches had also resulted in more regular reporting and about how state and local members of the delegations were chosen.

36. The United States noted that its approach was generally successful, though not perfect, in improving and that White House involvement and leadership was very important to this success. He added that timelines were clearer and that preparations commenced well in advance of reviews. Addressing the question on the selection of delegates, the representative noted that the United States considered inter alia current issues as well as areas of interest raised by the Committee.

37. At its 6th meeting, on 15 July, the Ad Hoc Committee continued its consideration of item 5 of the programme of work on “Issues, challenges and best practices pertaining to reporting under the Convention”. At this meeting, the Deputy Permanent Representative of South Africa presented a briefing to the Committee in view of South Africa’s experience. As South Africa was a microcosm of the world, racism still existed in South Africa and it would take strong mobilisation and a programme of “de-racialisation” of society to eradicate racism. She also noted that South Africa had made great strides in dismantling the structures that had legalised racial discrimination. The Government continued to allocate substantial resources towards the creation of a non-racist State. All legislation that provided for racial discrimination had been repealed and new statutes had been adopted to provide a framework for racial equality, and elaborated on the legal framework that ensured equal treatment in South Africa.

38. The Deputy Permanent Representative noted that several avenues existed in South Africa through which one could claim redress for acts of racial discrimination. Equality Courts were designed to deal with any complaint alleging unfair discrimination, publication of information that unfairly discriminates, harassment and hate speech. Aside from the Equality Courts, one could also bring a claim to the South African Human Rights Commission. Non-state actors had also shown their willingness to assist in the enforcement of rights. An example was Lawyers for Human Rights, a non-governmental organization, which offered legal assistance in South Africa.

39. Article 4 of ICERD required that States Parties criminalize racism and social discrimination. In South Africa the prohibition of racial hatred was based on the Constitution, although the Constitution also guaranteed freedom of expression, the

formulation made it clear that incitement that could because harm was excluded from the ambit of this right.

40. The Deputy Permanent Representative noted that, subsequent to the 2001 World Conference against Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerance held in Durban, the South African Government approved the establishment of the National Forum against Racism (NFAR) in 2003, which was comprised of various stakeholders, including national and provincial government and civil society organisations.

41. Describing challenges the Deputy Permanent Representative turned to migration and noted that South Africa remained the preferred destination for migrants and faced a host of migration-related challenges. South Africa had long and porous borders which exacerbated those challenges. Recent attacks against foreigners were referred by some as xenophobic. The attacks had been condemned by government. The government was determined to restore and maintain order within communities. Operation Fiela — Reclaim was an operation to rid the country of illegal weapons, drug trafficking, prostitution rings and other illegal activities.

42. The Deputy Permanent Representative stated that the mandate of the Ad Hoc Committee was clear, and that it was expected that progress be made during the current session. The Human Rights Council had given a clear mandate to elaborate complementary standards, and if the Ad Hoc Committee failed, it would be failing the plight of all the victims of racism.

43. The representative of Cuba reaffirmed its commitment to fight all forms of racism and xenophobia. The representative expressed extreme concern about racial discrimination and xenophobia in countries of the North in particular, in view of anti-migrant sentiment, xenophobic reactions and sophisticated contemporary forms of racial discrimination. Political will was required to eliminate these problems. The Ad Hoc Committee had a clear mandate to elaborate complementary standards to the existing legal framework, which Cuba supported. It was fundamental, the delegate stated, that that the Committee ensured that there was no loss of dignity for victims and that it take up the relevant topics related to these various problems. Cuba supported South Africa's briefing and reiterated that the mandate of the Ad Hoc Committee had to be respected and that the Committee move ahead in order to work properly.

44. During the 7th meeting, on 16 July, the Ambassador of Ecuador made a presentation on Ecuador's national issues, challenges and best practices related to ICERD. She stated that indigenous peoples, Afro-Ecuadorian and Montubio constitute 21% of the Ecuadorian population. Historically, they have been the most exploited, discriminated and excluded, due to historical colonial practices based on social classification in accordance with skin colour, language, worldview, religious beliefs, culture and forms of organization.

45. In this context, the government of Ecuador has taken up the challenge to consolidate and construct a society that is participatory, intercultural, plurinational, equal and inclusive for everyone living on its national territory.

46. Currently, there are adequate normative and programme measures, in accordance with the Constitution, enshrining the principles of full equality, inclusion, and non-discrimination. An example of the political will to make changes and revaluation is the Plurinational Plan for the Elimination of Racial Discrimination and Ethnic and Cultural Exclusion 2009-2012.

47. Ecuador has various planning instruments to fight multidimensional poverty and inequalities, such as the Atlas of Inequalities. The idea is to use detailed information to improve and update public policies and implementation mechanisms, monitoring the situation of vulnerable groups. There are also five national agendas, focusing on

inequalities and one of them is called National Agenda for Equality of Nationalities and Peoples, which like other national agendas, was developed through a bottom-up approach, with the participation of National Councils for Equality. These councils were established through a law, which was adopted in May 2014.

48. On 16 July during the 8th meeting, the representative of Guatemala presented the national experiences of the country with regard to issues, challenges and best practices pertaining to reporting under the ICERD Convention. In 1982, Guatemala adopted ICERD and consequently approved a number of measures to implement the Convention. The representative said that one event stood out since the adoption. After 36 years of conflict, a peace agreement was signed in 1996, opening new possibilities such as the promotion of indigenous peoples' rights. Those rights have never been an impediment to progress, however were an integral part of the country's culture.

49. Guatemala created a presidential commission that furthered indigenous rights and an "Academy for Mayan languages" as well as other institutions that strengthen indigenous culture and rights. At the executive level a department for indigenous affairs was set up as well as a state policy to ensure the creation of a pluralistic state. Despite the progress, further actions needed to be undertaken including addressing the challenge of harmonizing national and international legislation. 112. Guatemala had now presented its 14th and 15th report to CERD and had been complying with the reporting commitment and had organised a national mechanism to follow up on recommendations. The mechanism involved a number of stakeholders such as business and civil society. Guatemala also found other mechanisms useful, such as the UPR review. Guatemala had much relied on OHCHR support in the past, as the Office was very active in the country. This contribution from the Office was much appreciated.

50. The Ambassador of Pakistan also briefed the Ad Hoc Committee on its national experiences with regard to issues, challenges and best practices pertaining to reporting under the ICERD Convention during the 8th meeting. Pakistan had presented its consolidated 15 to 20 periodic reports in 2009. The 21st report would be submitted shortly and would also be disseminated online. The report had been prepared with the involvement of a variety of stakeholders. He added that distinctions and groupings in Pakistan existed mainly on religious and linguistic grounds and that racial discrimination was nearly non-existent. However, due to terrorism ethnic and religious minorities might face discrimination. The country's legal framework guaranteed equality and there were several provisions prohibiting discrimination in the constitution. Pakistan briefed on the legal framework and also referred to the regulations for media and broadcasting companies which prohibited discrimination on a number of grounds.

51. Pakistan had also taken positive measures to support minorities and promote intercultural exchange, such as educational measures, awareness raising and special commemorative and religious festive days. The Ambassador stated that the judiciary was also concerned with upholding equality, and that the courts had handed down a number of judgements on hate speech. Decency, morality and Islam were cited as reasons to forbid speech. The Ambassador stated that media was also active in fighting discrimination and extremism, and the social media played an important role in promoting national harmony.

52. Pakistan was currently finalising an action plan for national minorities, which included a number of measures such as human rights education, and social safety nets as well as prohibitions on hate speech. Pakistan made endeavours to implement ICERD but faced a number of challenges so the biannual reporting timeframe could not be fulfilled. The periodicity of reporting should be reviewed. Pakistan also faced a challenge as it only reported to the CERD on the grounds of religious hatred, which was not fully appreciated by Committee. However, race, the Ambassador stated, did not exist in Pakistan. He continued that the scope of ICERD was too limited and therefore there should be an

additional protocol to ICERD covering additional and contemporary forms of racism. The Ambassador also mentioned that CERD took statements from non-governmental organizations at face value and that sometimes the Committee transcended its mandate.

53. The representative of Mexico also gave a briefing on the national experiences of the country with respect to issues, challenges and best practices pertaining to reporting under the ICERD Convention during this meeting. Mexico ratified ICERD in 1975 and in 2002 made the declaration concerning article 14 on individual communications. In 2011, Mexico presented to CERD, the Committee submitted its recommendations consequently. CERD emphasised interpretation services, rights of indigenous people and legal assistance in the case of Mexico. In 2012, a working group was established to follow-up on the CERD recommendations, comprised of fifteen government entities.

54. In September 2014, Mexico submitted a progress report, and the working group established a matrix on racism and the concomitant challenges in order to assist in addressing those challenges. The group also presented a work plan and a time table for its further work. In August 2014, another meeting would be held in cooperation with civil society on the implementation of the recommendations.

55. Issues, challenges and best practices pertaining to reporting under the ICERD Convention were also presented by the representative of Belgium during the 8th meeting. He stated that ICERD was important for Belgium, that enhancing equality remained a priority for the country, and that all victims should be afforded the same attention.

56. CERD recommendations had assisted Belgium in building the necessary institutions and policies to fight racism at the national level. Belgium had recently presented its 16th to 19th report to the Committee. The simplified reporting procedure would further focus the dialogue and it should be available to all State parties as soon as possible. One challenge for Belgium was the coherent follow up to over 400 CERD recommendations. Every six months, Belgium undertook a coordination exercise consolidating all recommendations, including those from regional mechanisms. The catalogue of recommendations was shared with civil society in order to increase transparency.

57. The representative stated that Belgium was not late with any of its treaty body reports and its the national mechanism ensured adequate follow up. The advantage of presenting a periodic report was that the country had an opportunity to evaluate its own situation. The national dialogue also allowed for the involvement of civil society. Belgium appreciated the dialogue with CERD as a valuable expert advice and a tool to improve national policies.

58. A number of challenges were highlighted including the complexity of the federal state structure, the sheer number of recommendations and reports that needed to be submitted; and the complexity of materials and legislation that addressed racism in a modern state. All those challenges were exacerbated by the administrative challenge of following up on all the recommendations. Belgium recommended an holistic approach as many recommendations, stemming from different Conventions, would often overlap. Clustering of recommendations, as had been earlier suggested by Mr. David, was a useful approach. The enhancing of capacities was also important, and a standing mechanism, with a clearly defined mandate, was useful in this regard. The standing mechanism should also assist in guiding the implementation of recommendations. The representative added that another good practice was to uphold transparency and always cooperate and consult with civil society. Finally, the representative of Belgium noted that awareness-raising was important.

59. Belgium presented the following conclusions: the timing of reports needed to be considered; implementation remained essential; there was a reporting deficit; and only a small number of countries had accepted the individual communications procedure under article 14 — leading to a very partial view of the situation; and, regional mechanisms were often more advanced than the universal mechanism.

60. During its 12th meeting, on 21 July, the Ambassador of Ecuador gave a presentation on the agenda item “issues, challenges and best practices pertaining to reporting under the ICERD Convention” on behalf of CELAC. The Ambassador stated that sustainable development cannot be attained without the inclusion of groups in situations of vulnerability, such as, indigenous peoples and people of African descent, women, and older persons, persons with disabilities, migrants, children and adolescents. Equity, social and financial inclusion and access to fair credit are central to ensure overall access to justice, citizen participation, well-being and a dignified life for all. For CELAC the fight against poverty should be in full conformity with ICERD and other international instruments, particularly the Durban Declaration and Programme of Action and adopted laws and policies should not discriminate, the incitement of racial hatred should be criminalized, judicial remedies for acts of racial discrimination and public education to promote understanding and tolerance should be provided. Therefore, any future complementary international standards to strengthen and update international instruments against racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance in all their aspects, should guarantee full respect to democracy, the rule of law and human rights including the right to development and right to peace, in a model of sustainable development that places the person at the centre of public policies, and recognize the importance to promote plural, widespread and diverse full citizen participation.

61. CELAC Member States also consider that proper consideration should be given to measures against racial discrimination, in relation to the creation of opportunities of dignified and productive employment and decent work, the full implementation of the right to education, ensuring that no racial discrimination is applied with regard to access to education, in particular for people with special educational needs, migrants, indigenous peoples and people of African descent. Unfortunately, in several cases, racial discrimination and acts of xenophobia, incitement of racial hatred and intolerance, are associated with migration, reinforcing their situation of vulnerability. In this regard, CELAC recalled the duty of all States -of origin, transit and destination- to guarantee full respect of all human rights of migrants, irrespective of their migration status, including migration of children and adolescents, accompanied and non -accompanied and their higher interest to avoid exacerbating their vulnerabilities.

62. Finally, CELAC saluted the proclamation of the International Decade for People of African Descent, the CELAC Working Group meeting on people of African descent held in Brasilia in September 2014, the initiative of CARICOM to create the Reparations Commission of the Caribbean Community, including on the key areas of chronic diseases, education, cultural deprivation, psychological trauma and scientific and technological backwardness, as well as the World Conference of Indigenous peoples held 22-23 September 2014 in New York.

C. Presentation and discussion on the purpose of general recommendations by the CERD

63. At the 4th meeting, on 14 July, the Ad Hoc Committee heard a presentation and held a discussion on the purpose of general recommendations by the Committee on the Elimination of Racial Discrimination and the process leading to their issuance in the context of the effective implementation of the Convention, and any possible shortcomings.

64. Anastasia Crickley, Vice-Chair of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination, presented on the purpose of the general recommendations made by the CERD and the process leading to their issuance in the context of the effective implementation of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (ICERD). Ms. Crickley provided an overview of the development of general recommendations and stated that the primary purpose of such recommendations were for a dynamic and current interpretation of the ICERD. She added that over time, the recommendations have sought to capture a number of issues including the complexity of intersectionality of gender and race and multiple forms of discrimination faced by women belonging to ethnic, indigenous or minority groups.

65. Ms. Crickley emphasized that the general recommendations were made to provide further guidance to and assist States parties in fulfilling their reporting obligations, and while concluding observations are tailored to each State party, general recommendations are made available to all States parties further facilitating the implementation of treaty provisions. She stated that since 1972 CERD had adopted 35 general recommendations. She further added that while the general recommendations are authoritative, they are not legally binding. About 20 of them are mainly focused on the interpretation of the ICERD provisions and their application. Seven general recommendations deal with specific groups at risk of racial discrimination. While others touch upon general but important issues, such as the two general recommendations on the World Conference against Racism and the Durban Review Conference. Other issues not mentioned in the ICERD were however taken up by the Committee through general recommendations, including those on self-identification, demographic composition of the population, and more recently, racist hate speech. Also, while specific and vulnerable groups subject to racial discrimination are not mentioned in the ICERD, the Committee observed that certain forms of racial discrimination were directed towards them, and decided throughout the years to adopt general recommendations to enhance their protection from racial discrimination. Thus far, the groups covered are refugees and displaced persons, indigenous peoples, Roma, non-citizens and People of African descent.

66. She emphasized in particular general recommendation No. 25 on gender-related dimensions of racial discrimination which highlights the intersectionality between gender and race and allows the Committee to draw the attention of States parties on potential or existing double/multiple discrimination faced by women belonging to ethnic, indigenous or minority general recommendations. The recent general recommendation No. 35 on combating racist hate speech is also fairly special as hate speech is not specifically mentioned in the ICERD but at the same time is covered by both articles 4, 5 and 7.

67. In describing the process leading to the issuance of general recommendations, Ms. Crickley stated that following a proposal by members of the CERD or by the bureau, the CERD Committee would appoint rapporteurs to coordinate the preparation and drafting of the general recommendations. A day of thematic discussion would then be held with State parties, NGOs, National Human Rights Institutions and interested individuals on the subject based on which the CERD Committee would then decide whether or not to issue a general recommendation. A general recommendation is also based on the assessment of periodic reports and comments, as well as information provided by stakeholders.

68. The representative of Ghana requested further elaboration on the shortcomings of the process by which general recommendations were issued. The representative of Brazil requested the speaker to provide information on substantive gaps to the ICERD and how that would relate to the general recommendations issued by the Committee.

69. The representative of Pakistan on behalf of OIC also requested further information on how the general recommendations filled the gaps that existed in the ICERD, and in terms of the process leading to the issuance of the general recommendation the

representative wanted to know how much States were involved, and whether the inputs of Member States were taken on board. Given that there was no formal procedure, she queried whether those States inputs were reflected in the final General Recommendations, noting that the General Recommendations were neither binding on States nor a legal commitment as they were not the outcome of an intergovernmental process. She added that States parties' views were sought but normally not reflected. She stated that issues such as xenophobia, hate speech, and the intersectionality of racial and religious discrimination as highlighted by the Special Rapporteur on Minorities and the Special Rapporteur on Contemporary Forms of Racial Discrimination were emerging issues and were resonant in the ICERD. She also asked whether the Convention is able to address these new dynamics, context and contemporary challenges including those highlighted in the Durban Declaration and Programme of Action and the Review Conference which reflected realities considerably changed since its adoption in 1965, and whether another legally binding instrument was required. Similarly, the representative of South Africa asked about the impact of the engagement between Ad Hoc Committee and ICERD in addressing the gaps which need to be filled.

70. The representative of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland asked about the criteria and considerations used in deciding whether or not to proceed with a general recommendation following a thematic discussion by the CERD.

71. Ms. Crickley in response stated that the CERD Committee adopted flexibility in terms of taking on board the different views and that there have been times when the decision has been made not to proceed with any general recommendation after a thematic discussion, if many Member States would not find it helpful or if the timing did not appear conducive. She informed the participants that CERD would be bringing its comments procedure in line with the other treaty bodies in that Member States will be invited to comment prior to finalization, adding that indeed Committee does take notice of States comments although it was duty bound as a body to make independent expert decisions about the ICERD. In response to the issue of substantive gaps in ICERD, Ms. Crickley stated that the issue of gaps was dependent upon the political will and/or capacity of States Parties being able to fulfil their obligations under ICERD and address other challenges posed by contemporary forms of racism. While admitting that the context in which the ICERD was drafted had changed, she stated that definition of article 1 of the Convention can be interpreted in a way as fully cognizant in the current environment and indicated that CERD had produced three general recommendations on the subjects of non-citizens, hate speech and with regard to People of African descent to elaborate and shift language on issues which could be implied in the ICERD.

72. The Chair-Rapporteur asked Ms. Crickley whether all general recommendations are adopted by consensus and whether this had any bearing on the very long time it took to adopt the general recommendations on hate speech. Ms. Crickley replied that general recommendations are normally adopted by consensus; in the case of the hate speech general recommendation it was adopted related to the timeliness of the subject and was developed in a sensitive and informed manner. The Chair-Rapporteur asked about the issue of political will and what happened to victims in the meantime, and whether the Committee considered the impact on victims. Ms. Crickley stated that the Committee is very cognizant of victims and that general recommendations are always aimed at reflecting the ongoing and timely issues affecting the rights of people. The Chair-Rapporteur also mentioned the voluntary nature of general recommendations and asked how adequate remedies could be ensured given legal costs and access, to which Ms. Crickley stated that while legally-binding States' Parties are influenced by them and they are used as a guide to implementation and for future responses to the Committee.

73. The Chair-Rapporteur inquired as to whether CERD could conduct a quantitative analysis of the status of implementation of its general recommendations identifying satisfaction and weaknesses in order for the Ad Hoc Committee to provide a response as at present there did not appear to be a way to judge the impact of general recommendations. Ms. Crickley responded that though welcome, such an analysis would be a large undertaking requiring considerable resourcing. However, States Parties could be asked how they were implementing the general recommendations, adding that a source for this information could be the “follow up process” of the Committee with States Parties which was creating increased engagement with the Committee and represented a turnaround time of about a year for follow up between the Committee and the given States party.

D. Comparison of the relevant procedures of other treaties

74. At its 5th meeting, on 15 July, Simon Walker, Chief of the Civil, Political, Economic, Social and Cultural Rights Section of the Human Rights Treaties Division (HRTD) at the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights presented a comparative overview of the relevant procedures of the treaty bodies. He provided an outline of the procedures of all treaty bodies, stating that the main procedure for all ratifying Member States is the reporting procedure, which is essentially an invitation to the State party to hold a constructive dialogue with the Committee. He discussed this traditional procedure as well as the simplified reporting procedure developed in recent years. In this optional procedure which must be accepted by the State party, the reporting procedure is triggered by the Committee which sends a list of questions to the State party. It is simplified because the State Party is informed in advance about the area on which the Committee will focus during the dialogue. This procedure has been adopted initially by the Human Rights Committee and Committee against Torture, followed by other committees. He explained that General Assembly resolution A/RES/68/268 on strengthening and enhancing the effective functioning of the human rights treaty body system recognised this and encouraged State parties to adopt this procedure. CERD has adopted it and it has sent such a request to certain States parties to see if they are interested in adopting that procedure. Connected to the reporting procedure is the follow up procedure, which not all committees have it but an increasing number now have this procedure.

75. He referred to different procedures under specific United Nations treaty bodies, including the follow-up procedure; the early warning and urgent action procedure; the individual complaint procedure; the inquiry procedure; the inter-State procedure; and, the urgent action procedure. In terms of comparing each of these procedures, he emphasized that the reporting procedure is a constructive dialogue and it applies to all States parties of a particular treaty. It is aimed at considering the implementation of the treaty provisions by its States parties with the view to assisting them to improve the implementation of that treaty. This is different from individual communications which consider alleged specific violations, and deal with different situations. There are, however, other specific procedures, such as the urgent action procedure under the Committee on Enforced Disappearances which are specific to a particular treaty.

76. With regard to resources, he mentioned that while the General Assembly had adopted these procedures it has not always provided concomitant resources. Resources are particularly needed when a Committee receives reliable information on serious, grave or systematic violations by a State party of the Conventions it monitors, and the inquiry procedure is initiated. He informed that when a committee decides to visit a State party, it requires six weeks of staff intensive work, and that resources have not been provided for this mechanism. In conclusion, in the context of resolution 68/268 and the reduction of extra-budgetary funds is presenting a significant challenge to the Office of the High Commissioner for Human Rights and is placing the treaty body system under strain.

77. The European Union representative thanked Mr. Walker for his presentation and noted that ICERD provides for the reporting procedure, the follow up procedure, the urgent action/early warning and individual complaints procedures asked his view on the main obstacles to the effective implementation of the ICERD. Regarding concluding observations and recommendations of ICERD, she asked what could be done in terms of further supporting the implementation of observations and recommendations and whether OHCHR provides capacity building for States in terms of reporting obligations.

78. The representative of Brazil mentioned that some procedures, for example, visits were not foreseen in the ICERD and asked whether in his view an additional protocol would help to cover this procedural gap.

79. Mr. Walker explained that the adoption of resolution 68/268, strengthened the capacity of OHCHR to assist follow up and reporting and resulted in ten staff members at P3 level posted in all OHCHR regional offices, with the exception of Brussels and the regional office in Qatar. The capacity-building staff are supported by a small section in Geneva, through for example, developing training materials, organising regional workshops, assisting in the development of work plans, etc. He noted that it will be interesting to see if these efforts will result in increasing the number of reports as some countries are very late, while some countries have never reported. When lack of reporting is due to technical problems the capacity building programme could help to improve the situation, as this presented the most serious challenge. In response to the question about possible duplication with the mechanisms of the Human Rights Council, he mentioned that the Office does its best so that there is cross-fertilization in order to avoid duplication as much as possible.

80. The representative of Belgium highlighted that reporting and constructive dialogues are essential for the effective implementation of the ICERD. He noted that there is essentially universal ratification to the ICERD, but a very uneven reporting profile. It was almost always the same States parties reporting and some States are very late or have not reported yet, which is a weak point which can be identified as a gap in the machinery. He asked about the main obstacles to State party reporting, and about what relevant assistance could be made available to States to improve reporting.

81. The Chair-Rapporteur inquired about the effectiveness of the committees given the non-binding nature of the general recommendations and the uneven level of implementation of the treaty body recommendations, and the limited resources available. He asked about how far treaty bodies could be streamlined while ensuring that all human rights are protected. He also asked about whether there was information concerning the satisfaction of victims with the treaty bodies and whether other avenues were known to them. He mentioned that it was essential to have information about how far countries responded to the recommendations made by the various committees, in order to see how far existing mechanisms existing are effective, particularly for the victims. In terms of victims and complaints, he inquired if it could be answered intelligently the percentage of satisfaction of the victims with regards to complaints. Additionally, he asked that if the gap was as large as it appeared, what could be done to improve these mechanisms.

82. Mr. Walker mentioned that in terms of the satisfaction of victims, the fact that an alleged victim has recourse to lodge a complaint to an international body could bring satisfaction in itself, and has symbolic value. He noted that the fact that the process brings together States and civil society, facilitating a network of dialogue at the national level. He noted that an overall assessment would require a review of all follow up reports of the Committee. Thus far, OHCHR resources have been focused on supporting State reporting and individual communications leaving little time and resources for undertaking analysis.

83. The representative of Tunisia asked for clarification with regards to the simplified reporting procedure in terms of the conditions for appeal. Tunisia noted that it is working with OHCHR on a professional national mechanism that will focus on the preparation of treaty body reports and follow up to establishing recommendations from treaty bodies and special procedures.

84. Mr. Walker clarified that although it varies from committee to committee, CERD has set the criteria for opening the simplified reporting procedure to those States Parties which are ten or more years overdue in their reporting. As a progressive introduction of the procedure, the next stage will open this procedure to States parties that are five years overdue in terms of reporting. In comparison, CESCR offers the possibility of the simplified reporting procedure to State Parties which are more or less on time with their reports to allow the Committee to test the use of this reporting procedure. He added that all the committees at this stage apply the procedure to periodic but not to initial reports.

85. The representative of Belgium was interested to learn that there had been some reporting developments in the Office and inquired whether the OHCHR could make a presentation on this specific aspect of capacity development during the current Ad Hoc Committee session.

86. The Chair-Rapporteur agreed and requested the Secretariat to follow up on the possibility of such a briefing during the 7th session.

87. At the 8th meeting on 16 July, and following the earlier request of the Ad Hoc Committee, Paolo David, from the Treaty Bodies Division of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights gave a briefing on national reporting and follow up mechanisms. Mr. David explained the history of the treaty body strengthening process. He referred to General Assembly resolution 68/268 that contained various measures that should strengthen the treaty body system, including the assistance to States to develop and reinforce their institutional capacity. The Office had commenced a study to follow up on this initiative and was in the process of finalising the study. The presentation of the results of the study would also be linked to a practical guide.

88. One of the conclusions of the study was that in a number of States parties, temporary reporting mechanisms were evolving into permanent mechanisms. The objective was to facilitate the preparations of reports and cooperate with special procedures and follow-up on recommendations from international and regional mechanisms. The study concluded that mechanisms were more effective if they also dealt with regional mechanisms. Those national mechanisms needed to have the capacity and power to coordinate response and follow-up action. They also needed to be able to consult with a variety of stakeholders, such as national human rights institutions and civil society. The capacity to draft reports and responses (or facilitate the drafting of responses) under individual communications procedures of the treaty bodies and special procedures was also a useful capacity. And finally, the national mechanisms should have more efficient knowledge management capacities and political ownership.

89. Pakistan on behalf of OIC inquired whether OHCHR was aware of the number of States with such permanent mechanisms. Mr. David said that while there were no solid figures available, he estimated that approximately thirty States had a permanent mechanism, and added that several countries were lately moving from ad-hoc to standing mechanisms for the purpose of treaty body reporting.

90. The representative of Belgium said that reporting was an essential step towards implementation, and asked what assistance the new treaty body capacity building program of the Office of the High Commissioner for Human Rights was ready to provide to countries. Mr. David said that the Office had recently trained staff of such a mechanism at country level, and that experts and consultants were also ready to visit countries to provide expert advice

and guidance to interested States parties. The representative also asked if there was a best practice example for a permanent national mechanism. The study, Mr. David noted, clearly concluded that the ad hoc format was not optimal. There were three different typologies that had been established and had proven meeting the efficiency criteria. Those models foresee different coordination roles for the government ministries involved.

91. The representative of Tunisia said that it was currently setting up a permanent mechanism which could be linked to the office of the Prime Minister. The delegate sought Mr. David's advice on this undertaking and wanted to know if OHCHR's website featured the various responses from States to the relevant note verbale that had been sent to countries. Mr. David said that a few countries used interministerial platforms which were not placed under a specific ministry, which was slightly different than the Tunisian approach. He added however, that various models were possible. He agreed that OHCHR would follow up by placing the relevant information onto the OHCHR website.

92. The representative of Belgium added that Belgium had received assistance from the Office, in order to improve the performance of its mechanisms. The delegate asked whether the Office suggested particular follow-up methods to recommendations, such as a special software. Mr. David stated that there would be a capacity building webpage created on the website of the Office of the High Commissioner for Human Rights. The new capacity building team consisted of 16 people (10 placed in various regions) and the team in Geneva would indeed, develop a number of tools to assist States in implementing their treaty obligations. One good approach taken by a number of States was to cluster recommendations thematically, in order to manage the follow-up. He added that the use of deadlines was also recommended. A small number of countries had developed information technology IT tools, the Office could provide relevant information.

E. Procedural gaps with regard to the ICERD

93. At its 7th meeting, on 16 July, the Committee considered the agenda item "Further elaboration of the views of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination on key elements with regard to procedural gaps and best ways to address them (follow-up to the 2007 study and the different presentations given and proposals made to the Ad Hoc Committee in accordance with its mandate)". The Chair-Rapporteur gave an account of the work of the Ad Hoc Committee thus far, on the topic of procedural gaps. He also presented a draft compilation document of the 2007 CERD report, and various presentations by CERD members as well as Member States interventions on the topic of procedural gaps to ICERD as considered by the Ad Hoc Committee on the Elaboration of Complementary Standards from its 1st to 6th sessions. He pointed out that the excerpts in the document reflected the exact language used during the 1st through 6th sessions of the Ad Hoc Committee. This document was distributed to all participants.

94. He recalled that the 2007 "Study of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination on possible measures to strengthen implementation through optional recommendations or update of its monitoring procedures" (A/HRC/4/WG.3/7) focused on five issues. With regard to reporting and review procedures it was noted that non-compliance of States parties with their reporting obligations remained a major obstacle to the Committee's work and the effective implementation of the Convention. Therefore, the Committee suggested the adoption of revised reporting guidelines. On the issue of follow-up procedures, CERD suggested that the practice of follow-up visits be further developed and that the framework for such visits should be explored, including through the adoption of an optional protocol to the Convention. With regard to the individual communication procedure, it was noted that the potential of the procedure had not been fully exploited, and that it was essential that more States parties make declarations under article 14 of the Convention.

95. The 2007 study also addressed the need to enhance the effectiveness of the CERD through the establishment of an evaluation visit/inquiry procedure. CERD proposed to explore the need to enhance its capacity to prevent serious forms and consequences of racial discrimination through an evaluation visit/inquiry procedure. In relation to the need to enhance the promotion of racial equality and protection against discrimination through national mechanisms, CERD suggested the inclusion in an optional protocol of provisions on the obligation of States to establish, designate or maintain national mechanisms that will operate in cooperation with the Committee so as to strengthen the effectiveness of the monitoring role of CERD.

96. The draft compilation document also included excerpts from the session reports of the Ad Hoc Committee summarizing presentations and interventions made by delegates on the topic of procedural gaps at the first, third, fourth, fifth and sixth sessions.

97. The Chair-Rapporteur stated that the document was a compilation of previously published Ad Hoc Committee reports and the 2007 CERD study and that he welcomed further consideration of the document. He explained that CERD had been approached to present on this agreed agenda item, however the experts indicated that they had no further information or developments to present on the issue of procedural gaps. The Chair-Rapporteur suggested that some of the meetings of the following week be devoted to a discussion on this topic. He stated that the Ad Hoc Committee should address the CERD proposals with regard to procedural gaps and take steps to assist the Committee in this regard.

98. The representative of Pakistan on behalf of the OIC thanked the Chair-Rapporteur for presenting the compilation. Pakistan supported the idea of an additional protocol to ICERD. She stated that the OIC was of the view that additional protocols are required, as evident in the Committee on the Elimination of Racial Discrimination, the Intergovernmental Working Group on the Effective Implementation of the **Durban** Declaration and Programme of Action , and Ad Hoc Committee sessions and discussions. While it was agreed that there are gaps, there is a disagreement about how to address these gaps.

99. Based on all these deliberations thus far, the Ad Hoc Committee should start considering consolidating elements for an optional protocol. She noted that the issues on which there were substantive gaps were known and the subject of General Assembly and Human Rights Council resolutions; and that issues such as racism and sport, or elements from Human Rights Council resolution 16/18 on “Combating intolerance, negative stereotyping, stigmatization, discrimination, incitement to violence and violence against persons, based on religion or belief” could be integrated in such an optional protocol. Rather than separate sets of protocols, a comprehensive additional protocol should be considered to address all the gaps which have been identified, and that discussions could take place on how to move ahead on this. As is the case with any additional optional protocol, States Parties are given the opportunity to ratify or not such an instruments, but it should not delay the Committee from progressing with the drafting of the optional protocol. The representative suggested that a similar compilation on the issue of substantive gaps be prepared. The following week of the 7th session of the Ad Hoc Committee should be dedicated streamlining these elements, so that proposal could be placed on the table. She stated that this OIC proposal should be taken on board and reflected in the Ad Hoc session report.

100. The representative of the European Union also thanked the Chair-Rapporteur for the compilation and reiterated its position that the substantive provisions are sufficient. It was important to collectively look at how to use the monitoring mechanism of the Convention more effectively before moving ahead. It was also important to bear in mind capacity and resource issues. There is lack of reporting by so many states and lack of response to concluding observations. With regard to victims, it should be noted that progress at national level has been made since the 2007 report of CERD.

101. The representative of Brazil pointed out that based on the compilation, CERD lacked some procedures which other treaty bodies had. The Ad Hoc Committee could not continue discussing matter indefinitely; it should discuss how to address these procedural issues, if in the form of an additional protocol, and move ahead.

102. The representative of South Africa stated that the compilation is a good basis for the exchanges which would be held the following week and for moving forward. There are points of agreement: for example, paragraph 18 referred to “the need for something complementary to what is already in existence”. There is a need to complement the Convention and it is time to think about a possible text. The name of the text could be agreed at a later stage. She pointed out that, for example, the situation that had unfolded in Rwanda and issues concerning ethnicity were not covered by ICERD. Some have said that there are clear challenges and gaps that have to be filled, the question is whether the document will be binding or not. The representative invited members to agree and move forward.

103. The representative of the United States noted in his preliminary remarks, that position of his Government on the issue of procedural gaps had not changed. The best approach was to improve implementation of existing obligations rather than creating new procedural mechanisms. With regard to the issue of country visits, he said that UN special procedures mandate holders already undertake such visits. Action oriented, practical and useful initiatives need to be taken by the Ad Hoc Committee. He pointed out that the lack of reporting from states is a significant problem, and that the work of the Ad Hoc Committee should not be extended to include the Istanbul process and Rabat Plan of Action, but they can be highlighted as illustrative examples of a possible way forward.

104. The representative of Algeria stated that unfortunately there are still a number of gaps, despite the international instruments. The international efforts should not be in vain. She added that the presented draft compilation could be a good basis to move forward. She emphasized the importance of moving forward in order to fulfil the terms of reference for the establishment of the Ad Hoc Committee, adding that the following week the Ad Hoc Committee could start a substantive discussion, which could be reflected in the concluding remarks.

105. The Chair-Rapporteur stated that CERD would hold a session in a few weeks and that the Ad Hoc Committee could ask CERD to prepare an updated report on this issue of procedural gaps, as CERD had not followed up on its own 2007 report and it would be useful to have updated information. He inquired about any objections in the Ad Hoc Committee to this proposal.

106. The delegates of the European Union and the United States said that they would consult further in this regard as they were not in a position to endorse the idea of an updated CERD report.

F. Sport and racism

107. At the 9th meeting, on 20 July, the Committee considered the issue of racism and sport. Todd Crosset, Professor at the University of Massachusetts, and Delia Douglas, Professor at the University of British Columbia, and Benjamin Cohen, Head of Governance & Legal Affairs, International Basketball Federation presented on this topic.

108. In his presentation, Todd Crosset, Professor at the University of Massachusetts, illustrated how racism is a global system with particular local expressions, drawing examples from the American context. He explained how current events made the topic of structural racism in sport especially important. Just as mind shaped conscience, he explained that body also shaped our conscience and people carried their racial identity deep within their bodies. Consequently, we could not just say no to racism. Sport was inherently

conflictual, and so was racism. Every game is an opportunity for peace-making, but also carries the threat of the opposite. Fan engagement with a spectacle of physical conflict provides a context ripe for the expression of racist ideas. He added that ideas rarely espoused in public found their way into sporting events. The expert stressed that sport “recapitulates” rather than “reflects” dynamics of human relationships and societal values.

109. After the Second World War, athletes and sport pioneered an American version of integration and ushered in a tumultuous period of integration in American society. The expert stated that while post World War II integration of sport failed to adequately address racial justice, it did provide a road map for a broader approach to integration in America.

110. One central feature of American history was amalgamation. Another one was white supremacy — which resulted in a sense of being “normal” for white Americans. Today, we have become a society with few admitted racists yet with profoundly racialized outcomes.

111. He quoted scholar Harry Edwards that “Sport inevitably recapitulates the character, structure and dynamics of human and institutional relationships within (and between) societies. And it recapitulates ideological values and sentiments that motivate and rationalize those relationships.” He argued that sport is not a mirror of society. The unique structures and practices of sport re-express and give new form to the character, structure and ideologies of a culture.

112. Mr. Crosset also discussed what he termed “the racial re-segregation of youth sport”; the repeated defence of demeaning symbols of indigenous people in sport; and racial inequities in the American collegiate sport system. Since the United Nations had weighed in on similar issues (such as the Sport for Development and Peace initiative) which declared that sport can contribute to community development and peace under the right conditions, he wondered if the United Nations, through this committee, couldn’t make a similar statement about sport’s anti-racist potential.

113. The expert closed his presentation by making a number of recommendations to the Committee with regards to their work involving racism in sport. In addition to encouraging equal access to sport, free of discrimination, the United Nations could also declare that athletes should be able to participate in sport free from excessive economic exploitation and athletes should receive reasonable compensated. Further, recognizing that sport governing bodies have a responsibility to the development of sport across a broad spectrum and levels of sports, and he posited that the Committee might encourage the promotion and development of sport in a manner that also ensures racial fairness and in a US context, discourage systems that disproportionately benefit white athletes.

114. He stated that the United Nations might also support research; provide encouragement, guidelines and best practices for coaches and communities on how to employ the sport experience to challenge racism much as they have for Sport Development and Peace. It might also, through this Committee, encourage national and international governing bodies of sport to develop generative strategies to support multi-racial youth teams, particularly those with leadership of colour at all levels; team, club, league with the expressed intent to combat racism. He also encouraged the Ad hoc Committee to reaffirm that it was a right of indigenous peoples to determine their identities and their portrayal by sporting teams.

115. In addition to encouraging equal access to sport, free of discrimination, the UN could also declare that athletes should be able to participate in sport free from excessive economic exploitation and athletes should receive reasonable compensated. Further, recognizing that sport governing bodies have a responsibility to the development of sport across a broad spectrum and levels of sports, and he posited that the Committee might encourage the promotion and development of sport in a manner that also ensures racial fairness.

116. The representative of the United States was interested to hear about how post-World War II integration in sport had been a model for American society at large. This integration of African-American athletes might have hurt black sport associations, but it was important to have universal institutions rather than racially divided ones. He also noted that, in his experience, private Youth Leagues in Washington D.C. were very integrated. The representative queried whether it was the recommendation of the expert that collegiate athletes be compensated for their participation in collegiate athletics. The representative then requested the expert's perspective on the presence of other forms of discrimination in sport, such as gender, disability and sexual orientation.

117. The representative of the United States noted that post-World War II integration in sport brought benefits to universal institutions, as well as the harm noted by the expert to black sport associations, such as the Negro Leagues. He also noted that, in his personal experience, private youth leagues in Washington D.C. were in fact, quite integrated. The representative queried whether it was the recommendation of the expert that collegiate athletes be compensated. The representative then requested the expert's perspective on the presence of other forms of discrimination in sport, on such grounds as gender, disability and sexual orientation.

118. The representative of Ghana requested the expert afford the Committee clarity on his use of the term, "people of colour." The representative then queried if there were any positive aspects to having mascots representing indigenous groups. Finally, he asked about current trends in race relations and whether the expert had seen any positive trends regarding racism in sport.

119. In response to the questions of the United States delegation, Mr. Crosset stated that the goals of post-World War II integration were well meaning, however there were flaws in the methodology of the integration process. The expert provided the example of how, at the time, the black community lost leaders because black athletes were integrated into white teams. The ultimate goal was full integration, but racial justice should have been a more integral part to the integration process.

120. The expert further noted that as the participation of black athletes in collegiate athletics resulted in a disproportionate financial gain to collegiate institutions, the topic of athletic compensation was especially important to the black community. Athletes whose talents create significant revenue for collegiate institutions should be reasonably compensated for their efforts. The expert also agreed with the United States delegation that there was intersectionality between many forms of discrimination and noted that all forms of discrimination needed to be addressed under the umbrella of non-discrimination.

121. In response to the questions from the representative of Ghana, the expert also stated that he would be conscious of using more specificity in the future in substitution of the term "people of colour." Regarding mascots, the expert explained that many team mascots represent offensive racial stereotypes. He used the example of the American Football team, the "Washington Redskins" as an example of a team name that rose to the level of a racial slur. Regarding the behaviour of spectators, the expert noted that in the American sporting context, racism rarely occurs in the stadium, but that it manifests itself in more subtle ways in American sports.

122. Delia Douglas of the University of British Columbia said that racism in sport is an important topic, because sport was a key part of North American culture. It was a place where different histories, traditions and myths met and intersected, creating cultural meanings and identities that travelled across different mediums, national borders and commercial markets. As a site of interracial competition, cooperation, and antagonism, sport had played a profound role in civil rights, and social justice struggles in North America and across the globe. She addressed several issues of access and inclusion in her presentation.

123. She said that sport is a complex and contradictory space, for it is a place where the presence and success of one or two Indigenous or racial minority female athletes is seen as evidence of equality — or of the absence of racism — rather than exceptions to systemic racial exclusion and racial tension. The expert then explained the relationship between gender and sport focusing on the perception that athleticism and femininity could not be combined. She then offered specific examples of athletes that encountered discrimination because of gender, belonging to an indigenous group, geographical origin, different belief systems etc. The pattern of exclusions seemed to profit a privileged culture that did not accept minority participation in sport. Funding opportunities (scholarships) seemed to further that status. There was also a scarcity of minority women as coaches, she said. Race class and gender informed our opinions. A lack of visibility in sport reflected a larger social injustice. It was clear that the public, media, and sport officials use a vocabulary reminiscent of the dehumanization of black women during slavery equating their physicality and athletic performance to that of men or animals. She referred to the experiences of famous African-American tennis and basketball players such as Venus and Serena Williams and their experiences with racism and gender bias.

124. Ms. Douglas stated that racism in sport was an area that had not been routinely acknowledged in North American dialogues, and stressed the importance of the topic as it magnified racism and helped sustain racism in society. Racism in sport therefore, was an important human rights issue. The expert then recommended three possible areas of United Nations involvement. First, society needed to have some understanding of what racism involved — and to recognize its diversity and complexity. In turn, our responses had to be multidimensional and expansive; society had to acknowledge it was not an individual problem, but a social issue. Second, society needed useful research on the topic for analysing the relationship between racism and sport in order to define ways to diversify society. Finally, the expert said that it was clear that media and sport institutions did not correspond to the multiracial, pluri-cultural and pluri-lingual characteristics of North American populations. As a way of redressing this imbalance, legislation could be developed and applied to sport governing bodies — inter and intra-nationally, including: FIFA, FIBA, IAAF and IOC.

125. The representative of the United States appreciated the elaboration on different forms of discrimination and intersectionality by the expert, including groups such as African Americans, women, Asian, indigenous, and LGBT persons. He asked how to address the difference that she noted in perceptions between black and white sport successes, and queried whether the expert had any optimism or thoughts regarding how to improve the situation.

126. The expert stated that systemic exclusion and disparate racial standards needed to be addressed by societal education. She then contrasted similarities and differences between forms of discrimination and emphasized the need for visibility across all forms of discrimination. The expert added that she did have hope on this topic and stressed the need to acknowledge the current state of racial circumstances in order to move forward.

127. The representative of South Africa referred to social media and queried whether North American legislative policies have addressed discrimination in social media. In response, Ms. Douglas noted that the United States and Canada exhibited political difference regarding free speech. The expert stated that online bullying was an issue that had been addressed in Canada, but she was unaware of any examples of government addressing online racism. She stated that she was aware of the tension between prohibitions and the freedom of speech, and noted that there was inequality at the various levels involved.

128. The representative of Ghana stated that the sisters - Venus and Serena Williams - should not be left alone to fight issues of racism in the sport of tennis. He then questioned if governments are working steadfastly to mitigate the effect of racism on athletes. The expert responded that governments could do more to assist athletes in their fight against racism. She posited that sport was not separate from society and therefore governments had to address this issue. Additionally, an increased number of media voices combating racism in sport could have a positive impact.

129. The representative of Cuba thanked the presenters for the diverse examples of discrimination in sport they had illustrated. She asked if the experts had cooperated with United Nations Office of Sport for Development and Peace (UNOSDP) and the Committee on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW), and also asked if the Committee could work on racial discrimination of women in sport — in order to connect initiatives and questioned whether there was a database on those issues relating to sport. Ms. Douglas responded that her research drew from United Nations reports in a number of cases, but had not as yet had the opportunity to collaborate with UNOSDP or CEDAW on these issues.

130. At this meeting, Benjamin Cohen, Head of Governance of Legal Affairs for the International Basketball Association (FIBA), also presented on the issues of racism in sport. He stated that he considered sport as one of the most powerful tools to fight racism. In his view, athletes regularly did not care about race, but were more concerned about their team and the sport. It was important for sports federations and the United Nations to promote the positive side of sport in order to combat racism by promoting unity. He outlined the work of FIBA and its regulatory structure as relates to issues of anti-discrimination.

131. Mr. Cohen mentioned that players regularly encountered racial problems. The expert used the example of Switzerland, stating that although there were Swiss laws against racism in existence, they are not regularly implemented. The expert posited that this lack of implementation was not as large of a problem in a sport stadium. The expert explained that the foremost problem with racism in sport were sport fans that abused sports for their discriminatory messaging. The expert then referred to the pertinent legal framework, in particular the Olympic Charter, which forbids discrimination on all grounds. He described the Comprehensive Code of Ethics prohibiting discrimination instituted by FIBA, adding that in his view this legal framework was sufficient to deal with any discriminatory behaviour in basketball stadiums.

132. The expert stated there had been very few incidents of racism in FIBA. He added that without cooperation between States and sport federations all sanctions were toothless.

133. Mr. Cohen then explained FIBA's position concerning its rule on the ban on head scarves and other garments during FIBA play. He stated that FIBA rules needed to apply in more than 200 countries, and that reaching uniformity was an on-going challenge. He explained that, absent this rule, there was no limit on what players could wear during a match. He stated that discrimination was also present in some country's which did not invest in the training of girls, or allow men or male coaches at the games. Therefore, there could be claims of discrimination directed against FIBA, while discrimination was being practised by the complaining country. The expert suggested that the United Nations could provide direction to sporting associations regarding best practices in difficult areas surrounding racism.

134. Mr. Cohen replied that in his view racism was not the top priority of sports organisations, though it was an important issue. He stated that nearly all organisations have zero tolerance policies on racism in sport. On the subject of inter-agency cooperation, he noted that there were common meetings where good governance was being discussed.

135. The representative of Greece welcomed the introduction of the theme on racism and sport to the program of work of the Committee and referred to the country's activities at the Human Rights Council on the issue of promoting human rights through sport. She specifically referred to the participation of Greece as one of the main sponsors of the resolution "Promoting Human Rights through Sport and the Olympic Ideal" and to the "Joint Statement on Sport and Human Rights" that Greece presented, together with China, at the 28th Session of the Human Rights Council. She also stressed that Greece had set the fight against racism as a top priority in its National Action Plan on Human Rights. The delegate stated that the Advisory Committee would present a study on sport and human rights during the 30th session in September. She also stressed that, especially on the occasion of the 50th anniversary of its adoption, the ICERD is an important instrument in the universal efforts to prevent, combat and eradicate racism. She then queried if there was existing cooperation between sport organisations on the issue of discrimination.

136. The representative of South Africa cautioned that it was inadvisable that the suffering of victims be trivialized in the context of presentations to the Ad Hoc Committee. The representative inquired about the high level business model in the United States where white managers managed black players. She also queried in what ways players wearing a head scarf could impede the sports matches.

137. Ms. Douglas agreed with the South African representative and illustrated that the discussion on the issue of the hijab or head scarves became more salient after 9/11. The expert highlighted the importance of questioning sporting rules and regulations, as the agendas behind the rule and regulations are important to keep in mind. The expert also expressed a danger in asserting the notion of universality in regulation, because the issues being considered are not homogenous.

138. The representative of Ghana questioned if it may be a good practice to alert audiences that discrimination was forbidden by printing such a statement on tickets. He then noted that there were clear rules against racism in sport in many countries, but the problem was enforcement and stated that education and related sectors needed to be strengthened in order to address this important issue.

139. The representative of Argentina highlighted the efforts of the country against racism and described the work of the Instituto Nacional contra la Discriminación, la Xenofobia y el Racismo (INADI) in the area of sport and racism. Additionally, the delegate explained Argentina's current efforts to conduct studies in the area of fan behaviour and racism in sport.

140. The discussion on racism and sport continued at the 10th meeting of the Ad Hoc Committee on 20 July. Gerd Dembowski, Diversity and Anti-Discrimination Manager at FIFA Sustainability Department, briefed the Committee on FIFA's strategic approach and actions on non-discrimination. He said that it was of importance that FIFA pursued a strategic approach to combating racism in FIFA rather than acting on a case by case basis. The strategy was based on the FIFA statutes, particularly Article 3 on non-discrimination. All other existing FIFA codes drew from Article 3.

141. The strategic approach of FIFA to anti-discrimination had five main pillars: Communications, Controls and Sanctions (individual bans, fines, and point deductions), Education, Regulations, Networking and Cooperation. Only FIFA games and competitions were covered. Currently, FIFA organised 860 games "on the road" to Russia.

142. The expert explained that while regulations and sanctions were important portions of FIFA's anti-discrimination strategy, but education was an equally vital aspect. He stated that enhancing education on a global level had proved challenging but could be assisted by advocating best practice examples. Mr. Dembowski highlighted that networking and cooperation were an important part of FIFA's ability to combat racism as FIFA did not have experts on all relevant issues. The expert stressed the need for FIFA to cooperate with experts on racism to further their strategic approach.

143. The expert explained how FIFA assisted all member federations to improve along those five pillars. Although FIFA's power was limited as member associations were independent, FIFA could intervene to a certain degree. FIFA has implemented a Task Force on Racism, which was interdisciplinary and had recently hired a specialist on non-discrimination in order to enhance the operative level. The expert further explained how FIFA trained football federations and match commissioners on anti-discrimination issues and highlighted the recent implementation of a FIFA anti-discrimination monitoring system. Mr. Dembowski then explained how high risk matches were identified and match observers (trained by the non-governmental organization FARE) were sent to those matches. Following each match FIFA received a match report that had the same importance as the referee's match report. From that report FIFA decided if a case needed to be opened and whether an incident necessitated investigation. FIFA has also implemented and continues to celebrate annual anti-discrimination days.

144. The expert finally highlighted the intersectional approach of FIFA to anti-discrimination and explained that FIFA not only dealt with racism but consistently checked on what grounds a person was attacked (e.g. because she was a woman, gay, lesbian etc.) The expert stressed the importance of addressing discrimination at large. The expert closed by describing FIFA's online platform to enable an ongoing exchange on best practices with the hope to encourage federations to take national action.

145. Daniela Wurbs, of the non-governmental organization Football Supporters Europe (FSE) introduced the FSE network which connected fans, organized campaigns, worked for the empowerment of fans and held dialogues with a variety of institutions.

146. Ms. Wurbs stated that fans were often only perceived as the main problem of football. There was a variety of reasons for racism in sport: athletes were mirrors of society but racism could also be used as a means for provocation by a minority of fans during a competition (the "us" against the "other"); and sport infrastructure often supported the exclusion of certain groups of society (such as women).

147. Ms. Wurbs stated that there might be a lack of such counter reactions by fans to racism in sport due to: a lack of education/information (adding that FSE did not support this argument as it presented an easy excuse); non racist fans fear of speaking up (culture of fear in the stands); anti-racism could be seen as breaking an established "no politics" consensus within the fan base; and, clubs and football associations were sometimes part of the problem — by virtue of marginalizing the problem.

148. She explained that the solution might be found in simple crowd dynamics. Indiscriminate use of force was seen by the crowd as illegitimate. Such force led to a counter reaction (solidarity effects of the crowd with the perpetrators). The aim was therefore for fans to regulate themselves. Peer pressure was the most valuable tool to achieve change. FSE acknowledges that this was the most sustainable solution. Consequently, fans needed to be empowered in order for peer pressure to be applied and for good examples to be shown. In order to implement this solution a multi-agency approach should be applied; indiscriminate treatment of fans (as the majority of the fan base consisted of non-racist fans) should be avoided; and clear messaging and credible long term messaging was needed (not red cards once a month).

149. Ms. Wurbs said that some of the key principles that should determine interventions were: the clear recognition of a problem; that institutions set clear messages (until the message becomes part of the sport's DNA); messages needed to target individual perpetrators; clubs and football associations needed to encourage fans to speak up and report incidents; and positive developments and actions needed to be supported (such actions were however, seldom reported); and cooperation with local civil society.

150. She also introduced some fan projects which existed in a number of European countries and enabled long term cooperation with football fans in order to create a positive fan culture. She added that Supporter Liaison Officers (SLOs) were also a successful tool (and part of UEFA's licensing criteria, for example). Concluding she said that there needed to be clear national action plans against discrimination in sports (and society); sanctions should be directed against individuals; the focus of the strategies should be on prevention; community schemes should be introduced on club level; national funds that could fund grassroots projects against discrimination should be established; and diversity within the stadium should be promoted; and inclusive infrastructure in stadia should be provided.

151. The representative of Argentina made a statement emphasizing the importance of taking action in stadia. The Instituto Nacional contra la Discriminación, la Xenofobia y el Racismo (INADI) worked in Argentina on that subject and furthered mechanisms that promoted diversity. INADI also observed behaviour in stadia and addressed discrimination, including discrimination on the basis of race and sexual orientation, in football.

152. Des Tomlinson, of the Football Association of Ireland (FAI), introduced the intercultural football programme of the FAI. He noted the social potential of sport from enhancing the social good to its potential in addressing social divisions. Football could play a role, however partnership with other actors was needed to address social issues.

153. Mr. Tomlinson briefed the committee on the social environment in Ireland and the fact that its cultural landscape had evolved. The European Union Commission developed a policy paper on sport and its role in integration. In 2006 the intercultural football plan was developed in order to compliment state policy objectives (integration, antiracism etc.) The objectives of the intercultural strategy were: to promote participation; to challenge racism in football and beyond; and to support the process of integration. Based on those objectives the FAI developed a number of core programmes.

154. Mr. Tomlinson then explained the anti-racism rules and protocols of FAI and pointed to the various tools that could be used to support clubs (guidance, assistance for referees etc.). Referees could use Law 5 mechanisms to stop, temporarily suspend or abandon matches. He also briefed the committee on the various forms of incidents, such as player to player incidents and the range of sanctions applied. The national league furthered anti-discrimination by emphasising intercultural football standards. It was important, Mr Tomlinson noted, that the UEFA 10 point plan became part of the licensing scheme. Match observers were also used on match days. Mr. Tomlinson further touched upon grass root movements, education, the FARE football week and the FAI's integration work. Mr. Tomlinson finally made a number of recommendations that were contained in his power point presentation that can be found online.

155. The representative of Ghana requested that experts give their perspective on the impact their respective policies and initiatives have had on the ground. Mr. Tomlinson responded that a good measurement of impact of the FAI initiatives was the decreasing number of incidents recorded following implementation. Ms. Wurbs stated that there needed to be supporting structures in order for a supporter not to be seen as a problem. Where there were structures (such as in the FSE best practise examples) in place, one could see positive results. Mr. Dembowski stated that the most important impact was that all football federations started to understand that the issue of discrimination needed to be addressed, and he believed that there was significant progress being made in this regard. Mr. Crosset stressed the need for partnerships and supported the fact that FIFA was intentionally taking preventive actions against racism.

156. The representative of the United States underlined that “sport and non-discrimination” was an important topic, worthy of consideration. He requested comments on why Mr. Cohen mentioned that player-to-player incidents were not common in basketball, whereas Mr. Tomlinson mentioned that those incidents were common in football. He also noted that FIFA might seem slow to act in response to the issue of racism.

157. Mr. Dembowski and Mr. Tomlinson stated that in grassroots football there were more player-to-player incidents than in professional football, which likely accounted to a large degree for the difference in statistical evidence.

158. Mr. Dembowski noted that FIFA started working on the anti-discrimination programme in 2001 and that the programme took some time to implement as there were many countries that were slow in adapting, but there was a good policy basis that could be used. He stated that it would be helpful to have partners in the various football confederations, as often there was no counterpart interaction.

159. Ms. Wurbs stated that UEFA and FIFA were indeed late with tackling anti-discrimination because an early strategy was absent and FIFA had until recently relied on a negative approach, which has now been changed to a positive approach.

160. The representative of Tunisia stated that it was good to dedicate a day to this topic as sport reflected society, and inquired why the regime of sanctions that was applied when supporters threw objects (stones etc.) was not applied when it came to discrimination. Ms. Wurbs agreed with the representative of Tunisia in that racism should at least be sanctioned in the same way as throwing of objects.

161. The representative of Uruguay asked Mr. Dembowski how FIFA cooperated with referees, for example, what are referees trained to do when bananas were thrown into the pitch). He also asked how that issue would be dealt with in the context of the upcoming World Cup. Mr. Dembowski noted that the FIFA monitoring system should help referees to address discrimination.

162. The Chair-Rapporteur stated the topic was an issue for the Ad Committee and should remain a key priority for the Committee, and also suggested that it would be useful for each of the expert presentations to be posted on the Ad Hoc Committee webpage.

G. Panel discussion to provide a comparative perspective on national, regional and subregional mechanisms

163. At its 11th meeting, on 21 July, a panel discussion to provide a comparative perspective on national, regional, and subregional mechanisms was held. At short notice, the scheduled speaker on the African Union human rights system which addresses racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance, Michelo Hansungule from the Centre for Human Rights and the University of Pretoria, was unable to attend the session in Geneva due to a travel constraint. Linda Ravo, Directorate Fundamental Rights and Union Citizenship at the European Commission and Lyal S. Sunga, Head of the Rule of Law Programme at the Hague Institute for Global Justice participated in the panel discussion.

164. During her presentation, Linda Ravo, Directorate Fundamental Rights and Union Citizenship at the European Commission, emphasized that preventing and combating racial discrimination and xenophobia is a top priority for the European Union. She said that a solid legal framework has been developed over the years to address racism, xenophobia and hate crimes at the European Union level, including the Race Equality Directive and the Employment Equality Directive of 2000, which provide for the obligation to ensure availability of judicial remedies to victims, provide for grounds for taking positive actions and setting up of equality bodies.

165. The European Union also adopted the Framework Decision to combatting racism and xenophobia by means of criminal law, which sets the frame for a common response to hate speech and hate crimes, ensuring accountability for perpetrators. The Framework Decision provides for liability of legal persons, ex-officio investigations and prosecutions, and jurisdictional rules. There are also the Victims' Rights Directive of 2012, including specific provision for bias motivated crimes and the directive concerning the broadcasting of cross-border audio-visual media services of 2010. These legal instruments envisage the minimum standards for harmonization but Member State can go beyond them. The challenge is not the transposition but their effective implementation. Laws are only as good as they can be implemented and monitored.

166. The speaker said that despite all the legal instruments, ethnic and religious minorities across the European Union continue to face racism, discrimination, verbal and physical violence. Recent reports show that racial and ethnic discrimination in areas such as healthcare or education persist within the European Union, with discrimination against Roma and immigrants, but also discrimination on the ground of religion or belief, being regarded as the most widespread form of discrimination in Europe.

167. She also emphasized the importance of preventive measures, systematic collection of data such as Eurobarometer and efforts to tackle underreporting of bias crimes. It is important to work with civil society organizations and to support them financially, enabling them to carry on their work in an independent manner. Capacity building and a multidisciplinary approach are also essential, and the demonstration of concrete data influences perceptions and limits populist discourse. Finally, a strong commitment was required from political leaders, local authorities and others.

168. The representative of Pakistan on behalf of OIC asked if hate speech has been criminalized in the European Union framework and about the definition of hate speech in terms of which crimes are covered. She also asked whether by the European Union instruments only racially-motivated crimes in the context of hate speech and xenophobia or whether it also covers religiously-motivated crimes which lead to incitement to hatred and imminent violence. She also asked if the Eurobarometer addresses discrimination on religious grounds apart from racism, given the issues of intersectionality of racism and religion, ethnic origin and migrants' status.

169. The representative of the United States asked if definitions of hate speech and hate crimes and discrimination address sexual orientation and gender identity, and whether there were available statistics on this particular ground. He also inquired about the European Union position on affirmative action.

170. Ms. Ravo replied that the European Union framework does not include definition of hate speech, although there was one in the initial draft of 2001. She noted the importance of the element of incitement with regard to hate crimes. She confirmed that religion is addressed by the European Union instruments while sexual orientation and gender identity are not part of the minimum requirements, but some States have extended the scope and addressed these grounds. She added that disability is also not covered by the European Union directive. She said that the 2000 Race Equality Directive includes a provision leaving Member States free to adopt affirmative actions in different areas, but there is no obligation.

171. Lyal S. Sunga, Head of the Rule of Law Programme at the Hague Institute for Global Justice, gave a presentation entitled "Improving coordination among national human rights institutions (NHRIs) on discrimination: considerations and recommendations from a comparative perspective". He emphasized that the issue of coordination is a very important one. National human rights institutions mandated to address racial discrimination constitute a critical link between international and regional human rights standards and their practical

implementation at domestic level. They are less effective where they don't conform to the Paris Principles and can fall prey to majoritarian tendencies and be insufficiently inclusive. Moreover, in any country, NHRIs often fail to coordinate with other NHRIs on matters of discrimination and sometimes duplicate the work of other NHRIs.

172. The speaker noted that the 2011 study of the Office of the High Commissioner for Human Rights on NHRIs in federal states is worth considering because the coordination challenges that federal states face, illustrate particularly well the same challenge that unitary States with multiple NHRIs face since racial discrimination is a cross cutting issue.

173. He provided an overview of NHRIs in Australia, Canada, India, Mexico, South Africa, the Russian Federation, Switzerland, Belgium, Germany and Brazil. In regard to the study recommendations, he emphasized that the government should not mandate human rights institutions to prepare its State report, but only to contribute to it, otherwise it could act more like an arm of Government and become less independent. He said that NHRIs with narrower anti-discrimination mandates should coordinate with more broadly mandate NHRIs and broader mandate NHRIs should have a special unit devoted to discrimination and vulnerable groups.

174. He also recalled that CERD recommended the establishment of NHRIs specifically mandated to prevent discrimination on the grounds of race, colour, and descent, national or ethnic origin and that an optional protocol should oblige States to establish, designate or maintain national anti-discrimination mechanisms that work in close cooperation with CERD.

175. The representative of the United States emphasized the importance of working with civil society organisations as well as the preventative aspects of anti-discrimination work.

176. Ms. Ravo asked a question with regard to the independence of NHRIs.

177. Mr. Sunga replied that the optional protocol notion was not part of the 2011 study of the Office of the High Commissioner for Human Rights and that he had utilized solely for the current presentation. The added value of establishing a focused body through an optional protocol would be for the complaints handling, not for promotion activities, as they are not a problem. Efficient and competent complaints handling requires expertise. An optional protocol might not attract a large number of ratifications, as there is a certain fatigue amongst Member States, and adding one more instrument might not attract interest. With regard to independence, he said that it is a difficult balance and the Paris principles do not clarify how the NHRIs should interact with the government. NHRIs representatives should not be part of drafting committees as drafting is a qualitatively different thing: it entails policy decisions, prioritization, frankness to articulate challenges and solutions.

178. The Chair-Rapporteur raised the issue of access to remedies for victims and the exhaustion of domestic measures. Mr. Sunga noted that the principle of exhaustion of domestic measures is very well established in international law and would likely not change without good reason. International mechanisms are intended to support and guide, and complement domestic jurisdiction. Ms. Ravo also emphasized the importance of the rule concerning the exhaustion of local remedies. Prosecution and investigation, amongst others are very important to effective national remedies.

Annexe II

[Anglais seulement]

Programme of work

1st week				
Monday 13.07	Tuesday 14.07	Wednesday 15.07	Thursday 16.07	Friday 17.07
Item 1 Opening of the Session Yury Boychenko , Chief of the Anti-Racial Discrimination Section Item 2 Election of the Chair Item 3 Adoption of the Agenda and Programme of Work General statements	Item 5 Issues, challenges and best practices pertaining to reporting under the ICERD Convention [Presentations by individual States of the regional/other groups: Norway, United States of America]	Item 7 Presentation by OHCHR: comparison of relevant procedures of other treaties [Simon Walker , Chief of the Civil, Political, Economic, Social and Cultural Rights Section, OHCHR]	Item 8 Further elaboration of the views of the CERD on key elements with regard to procedural gaps and best ways to address them (follow-up to the 2007 study and the different presentations given and proposals made to the Ad Hoc Committee in accordance with its mandate)	UN Holiday
Item 4 Assessment of the use of the complaint mechanism under article 14 [Marc Bossuyt , Member, Committee on the Elimination of Racial Discrimination]	Item 6 Purpose of general recommendations by the CERD and the process leading to their issuance in the context of the effective implementation of the Convention, and possible shortcomings [Anastasia Crickley , Member, Committee on the Elimination of Racial Discrimination]	Item 5 continued Issues, challenges and best practices pertaining to reporting under the ICERD Convention [Presentations by individual States of the regional/other groups: South Africa]	Item 5 continued Issues, challenges and best practices pertaining to reporting under the ICERD Convention [Presentations by individual States of the regional/other groups: Pakistan, Guatemala, Ecuador, Belgium, Mexico]	UN Holiday

2nd week				
Monday 20.07	Tuesday 21.07	Wednesday 22.07	Thursday 23.07	Friday 24.07
Item 9 Sport and racism [Todd Crosset, Professor, University of Massachusetts, USA; Delia Douglas, Professor, University of British Columbia, Canada; Benjamin Cohen, Head of Governance & Legal Affairs, International Basketball Federation (FIBA)]	Item 10 Panel discussion to provide a comparative perspective on national, regional and subregional mechanisms [Michelo Hansungule, Professor, Centre for Human Rights, University of Pretoria, South Africa & Commissioner, International Commission of Jurists; Linda Ravo, Directorate Fundamental Rights and Union Citizenship, European Commission; Lyal S. Sunga, Head, Rule of Law Programme, The Hague Institute for Global Justice]	Item 11 Questionnaire [Oral updates; Discussion on the questionnaire and follow up] General discussion and exchange of views	Item 12 Discussion on the introduction of new/list topics...consideration of new/list topics Conclusions and Recommendations	Conclusions and Recommendations General discussion and exchange of views
Item 9 continued Sport and racism [Gerd Dembowski, Diversity & Anti- Discrimination Manager, Fédération Internationale de Football Association (FIFA); Daniela Wurbs, Football Supporters Europe (FSE) Coordinator/CEO; Des Tomlinson, Intercultural National Coordinator, Irish Sports Federation]	General discussion and exchange of views Conclusions and Recommendations	General discussion and exchange of views Conclusions and Recommendations	Compilation of the Report	Item 13 Adoption of the report of the 7th session

Annexe III

[Anglais seulement]

List of attendance

Member States

Algeria, Argentina, Austria, Belgium, Brazil, China, Colombia, Côte d'Ivoire, Cuba, Ecuador, Egypt, Ethiopia, Ghana, Germany, Greece, Guatemala, Ireland, Japan, Latvia, Mexico, Morocco, Namibia, Norway, Pakistan, Panama, Portugal, the Russian Federation, Rwanda, Saudi Arabia, South Africa, Spain, Sri Lanka, Switzerland, Tunisia, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the United States of America, Uruguay, Venezuela (Bolivarian Republic of)

Non-member States represented by observers

Holy See

International organizations

International Labour Organization, United Nations Development Programme, World Health Organization

Intergovernmental organizations

European Union

Non-governmental organizations in consultative status with the Economic and Social Council

African Commission of Health and Human Rights Promoters, Association of World Citizens, International Youth and Student Movement for the United Nations (ISMUN), Mouvement International pour les Réparations, Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme, World Against Racism Network

Non-governmental organizations not in consultative status with the Economic and Social Council

AFROMADRID, Association des Bassas de Suisse, Association des femmes du Kwango-Kwilu "Mukubi", Collectif Afro-Swiss Humaine (CRED), Culture of Afro-indigenous Solidarity, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), SOS Rassismus Deutschweiz